La Ligue Communiste et la Fraction de Gauche (Treint-Marc)

1930 – 1932

******

Taches et fonctions d'une fraction communiste

Présentation p.2

Chapitre 1 - Quelques dates historiques autour de la Fraction de gauche du PCF. p.3

Chapitre 2 - Panorama de l'opposition en France en 1927. p.6

Chapitre 3 - Progrès politiques de la Ligue communiste (1931 – 1932)
et vieux démons : les luttes fractionnelles. p.12

Chapitre 4 - La Fraction de gauche et son combat politique. p.22

Bibliographie. p.28

Présentation

Avec ce document nous souhaitons revenir une nouvelle fois ([1]) aux sources de la Gauche communiste en France. Certes, la théorie n'a jamais été le fort de cette fraction de la Gauche communiste, mais elle a bel et bien existé en France comme dans les autres pays. Ces recherches permettent de souligner une fois de plus combien les orientations politiques et organisationnelles de Trotski ont été désastreuses en France particulièrement. Il est intéressant de noter la lenteur et la difficulté du processus à travers lequel cette gauche a dû passer pour se former, secréter des énergies et sélectionner des éléments révolutionnaires aguerris puisque c'est seulement au cours de la deuxième guerre mondiale qu'est née la Gauche communiste de France publiant ***Internationalisme***.

Les principales étapes de formation de la Gauche Communiste en France ont été marquées par :

* Un combat au sein du PCF et de l'IC dégénérescente au milieu des années 20 ;
* La création de l'Opposition internationale de gauche à la fin des années 20 ;
* Le regroupement qui a donné naissance à l'Union communiste (UC) et au journal ***l'Internationale*** ;
* L'adhésion de la minorité de L'UC à la Gauche Communiste Internationale en 1937 ;
* La création de la Gauche communiste de France en 1944.

C'est d'abord l'étonnement puis la colère qui nous envahit face à la politique désastreuse de Trotski et de ses épigones qui ont cassé toutes les tentatives de création de l'Opposition de Gauche en France comme au niveau international.

Une politique de regroupement plus juste aurait permis de réunir les énergies des différents groupes oppositionnels depuis La Ligue communiste en passant par le groupe de Treint jusqu'aux éléments qui se sont regroupés autour de l'UC ce qui aurait à entraîner une dynamique de rapprochement de tous les éléments oppositionnels épars. Finalement, l'UC a malgré tout réussi regrouper les éléments qui restaient encore sur des positions révolutionnaires en 1933 car la Ligue communiste avait perdu sa position centrale au sein de l'Opposition ; elle était devenue l'unique porte voix de Trotski. La France n'est pas un cas unique, le même scénario a eu lieu au niveau international comme le CCI le montre dans le ***Complément*** à la brochure sur la Gauche communiste italienne ([2]). C'est ainsi qu'un processus d'exclusion au sein de l'Opposition de gauche internationale s'est réalisé : au sein de la Gauche communiste allemande avec le départ du groupe de Kurt Landau, dans l'Opposition belge avec la rupture d'avec la Ligue Internationaliste autour de Hennaut ; dans l'Opposition espagnole autour de Nin pour ne parler que des groupes les plus significatifs et enfin de la Gauche communiste italienne exclue à la Conférence de Copenhague en 1933.
Cet échec est du à Trotski lui-même, c'est la raison pour laquelle les trotskistes font l'impasse historique sur cette période. Nous avons déjà écrit que « *tous les livres, textes ou documents sur la période de l'entre-deux-guerres, rédigés par les trotskistes font justement l'impasse sur la période 1929 - 1932. Leur histoire commence à la Conférence de l'Opposition en février 1933 quand tous les oppositionnels ayant un poids dans le mouvement ouvrier et dans l'Internationale Communiste, ont été exclus, notamment Rosmer, les membres de la gauche italienne, etc...* » ([3])

Par contre, ce document nous permet de traiter de l'expérience inestimable de la vie intérieure de la Ligue communiste dans les années 30, sur la politique organisationnelle défendue par le groupe Treint-Marc (la Fraction de Gauche) à cette époque ainsi que sur le rôle, les tâches et la fonction d'une fraction communiste dans une période où le Parti dégénère.

Encore une fois, nous n'avons pas la prétention de proposer un document achevé ni une histoire complète de cette période qui est très riche en enseignements pour les révolutionnaires d'aujourd'hui.

1. ***La Gauche communiste en France, contribution à une histoire du mouvement révolutionnaire***, CCI, 2001.

La dégénérescence de l'IC : le cas du parti communiste français (1924-1927), Fraction interne du CCI, février 2003.

2. Complément à ***La Gauche communiste italienne, contribution à une histoire du mouvement révolutionnaire***, CCI, 1980.

3 . Complément, idem page 242, 243.

Chapitre - 1 - Quelques dates historiques autour de la Fraction de gauche du PCF

Nous ne souhaitons pas nous attarder sur le contexte historique général – ce n'est pas notre propos ici - qui a abouti à la dégénérescence de la révolution russe, à la dégénérescence puis à la trahison des partis communistes et enfin à la disparition de l'Internationale communiste. D'autres l'ont fait. Nous renvoyons aux livres généraux : livres de Boris Souvarine sur Staline, de Edward H. Carr, de Christian Gras sur Rosmer ou de Pierre Broué sur Trotski ([4]) pour une approche des questions politiques de fond ainsi qu'aux discussions politiques et théoriques qui ont eu lieu dans l'IC et aussi à nos autres travaux déjà cités sur le sujet. Il faut donner cependant quelques repères sur le parcours de Treint.

Treint (1889-1971) étant un personnage central de l'Opposition à la fin des années 20 et au début de la décennie suivante, il est important de revenir brièvement sur son évolution politique.

1 – Treint dans la Gauche du PCF.

Treint appartient à la gauche du PCF depuis sa fondation au Congrès de Tours (fin décembre 1920), gauche qui n'a pu prendre la tête du Parti à ce congrès qui est entre les mains d'opportunistes et même de nationalistes à la Cachin. Treint provient du Comité pour l'adhésion à la Troisième Internationale. En décembre 1922, au 4ème Congrès de l'IC, un arbitrage intervient alors clairement en faveur de la Gauche ([5]). La résolution adoptée condamne le courant centriste qui dirige le Parti depuis Tours. Au Comité Exécutif de l'IC du 21 décembre, sur un rapport de Trotski, il est proposé qu'il y ait, au Bureau politique du PCF, 3 postes pour la Gauche ([6]), 3 postes pour le Centre ([7]) et 1 poste pour la tendance Renoult ([8]). Treint devient Secrétaire général du Parti en 1922.

Puis, Frossard démissionne ce qui permet à la Gauche d'accroître son influence. De plus, en mai 1923, des éléments syndicalistes-révolutionnaires avec Monatte, adhèrent enfin au parti qu'ils jugent purifié depuis le départ des éléments opportunistes comme Frossard et ses amis.

Treint reste secrétaire général jusqu'au début 1924 où au Congrès de Lyon, la résolution du Comité politique consacre la victoire de Souvarine. C'est alors que Zinoviev intervient, une nouvelle fois, dans le jeu interne du parti contre Souvarine et appuie Treint pour réaliser un retournement dans le BP du PCF.

2 – Treint 'bolchévisateur' (juin 1924 - février 1927)

Le parti est à peine dirigé par la Gauche qu'il subit, comme l'Internationale, sa "bolchevisation". Mais quel rôle joue Treint concrètement dans la bolchevisation du PCF ?

De nouveaux travaux sur cette époque ([9]) permettent de concevoir deux périodes dans cette partie de la vie de Treint à cette époque. On peut distinguer : une première période, en 1924, où il initie et copie les méthodes de Zinoviev qui malheureusement par la suite se généralisent dans le Parti et, une deuxième période où il se trouve régulièrement à Moscou, puis au cours de l'année 1926 où il est délégué permanent du PCF à l'IC à Moscou. Durant cette période, il ne réside plus à Paris et par conséquent n'est pas membre de la direction du Parti. De ce fait, il ne peut être accusé d'être le pire bolchévisateur du PCF.

Dès son accession à la direction du PCF, ses méthodes 'brutales' sont contestées. En juin 1923, Humbert-Droz souligne un grand nombre de problèmes : à son avis, Treint, qui est le Secrétaire général du PCF, est un danger pour le parti car il se mêle de tout régler à sa façon, élabore des Thèses sans consulter personne, il a " une conception tout à fait mécanique de la discipline, manie la trique ([10]) ". Il mène en effet le parti comme un régiment. Il exerce même pour cela une sorte de chantage en menaçant de démissionner ou de mobiliser ses hommes dans le parti. A la moindre objection, il expédie effectivement des dizaines de lettres dans toutes les directions. Avec la direction de ***L'Humanité***, les relations s'aggravent progressivement et la rupture totale menace. Humbert-Droz n'a plus qu'un espoir pour contenir Treint : Rosmer, *"car c'est le seul avec Souvarine qui ose, dans le Bureau Politique, tenir tête à Treint"* ([11]). Bien qu'il soit indispensable à ***L'Humanité***, Rosmer est aussi le seul Secrétaire Général de rechange disponible :

4 . Et aux textes de la gauche communiste *(Cf. bibliographie).*

5 . Résolution dans les ***Cahiers Communistes*** du 21 décembre 1922.

6 . Rosmer, Treint, Souvarine.

7 . Sellier, Cachin, Marrane.

8 . Werth

9 . Aurélien Durr, mémoire de DEA, ***Albert Treint – biographie politique (1914-1940)*** Université Paris XIII – juin 2001.

10 . ***Archives Humbert-Droz***, H-D à Zinoviev, 14 et 23 juin 1923.

11 . ***Archives Humbert-Droz***,

"Rosmer me paraît le seul qui ait l'autorité nécessaire et en même temps le doigté indispensable pour être le Secrétaire Général du Parti" ([12]).

Treint est-il donc directement menacé par la présence de Rosmer ?

En 1924, voilà Treint contesté sur le plan des méthodes de travail et en passe, s'il perd l'appui de l'IC, de perdre la direction du PCF. Pour se maintenir, il ne dispose que d'une solution : " politiser " le problème. Il choisit de soutenir à fond la "troïka" au pouvoir à Moscou et il accuse ses adversaires d'avoir partie liée avec Trotski et de préconiser les mêmes solutions que lui ([13]). Après avoir affirmé qu'il est à l'origine de la ligne suivie par l'IC et que son groupe *"affirma dès l'abord la ligne politique qui fut ensuite proclamée comme juste par l'Internationale"*([14]), Treint soutient que ses amis et lui représentent, en France, la fraction de la Gauche Internationale et, fort de ce qualificatif, il dénonce Rosmer, Monatte et Souvarine comme les représentants de la 'Droite' de l'Internationale.

L'explication décrite ci-dessus qui défend la thèse selon laquelle l'attitude de Treint aurait été guidée par le désir de garder le pouvoir, est la plus couramment admise. Cette explication est véhiculée par les éléments autour de Rosmer et de Souvarine.

Sur la politique de Treint dans cette période le lecteur peut se reporter à la brochure : ***La dégénérescence de l'IC : le cas du parti communiste français (1924-1927).*** (Op. Cit.)

Aujourd'hui, on peut, certainement, apporter un autre éclairage et d'autres éléments de compréhension. Beaucoup de ses critiques le dépeignaient comme quelqu'un de désintéressé ([15]), ce qui est contradictoire avec les jugements que l'on entend habituellement. Il faut noter également que si Treint a eu cette attitude jusqu'auboutiste, c'est dû au fait de sa défense passionnée et quelque peu aveugle de l'IC qui restera sa boussole tant qu'il n'aura pas eu de divergences politiques principielles avec cette dernière. C'est pourquoi, il ne semble pas que l'interprétation des syndicalistes communistes autour de Rosmer soit juste ce que la suite de l'histoire de la fraction de gauche semble venir infirmer.

3 - En douceur Treint commence à devenir un oppositionnel.

Au cours de l'année 1927 ([16]) Treint se montre de plus en plus critique de la politique de l'IC, notamment de sa politique internationale et de celle préconisée en Chine. La politique de l'IC en Chine va devenir l'élément déterminant du regroupement des fractions opposées à la politique de Staline et de Boukharine. L'IC soutient ouvertement Chang Kai-Chek et le Kuomintang, formation nationaliste alliée au PCC. L'Opposition Unifiée condamne ce soutien et accuse le Kuomintang d'utiliser le PCC pour prendre le pouvoir. Or, le 12 avril 1927 Chang Kai-Chek fait exécuter plusieurs milliers de communistes et ouvriers ce qu'avait compris l'Opposition. C'est un choc terrible dans l'Internationale. Immédiatement Trotski, Zinoviev et l'Opposition unifié réclament des explications.

Au 8ème Plénum de l'exécutif de l'IC en mai 1927, la question chinoise est posée. La direction Staline-Bouhkarine est attaquée vertement par les oppositionnels. Staline est obligé d'avoir recours à une politique de répression, la plus brutale et la plus cynique qui soit. Il franchit un nouveau pas. Ce dernier fait voter par le Plénum la condamnation d'une lettre de Trotski – sans l'avoir lue en séance -, alors que la police interdit à Zinoviev, encore membre du comité exécutif, de pénétrer dans la salle de réunion.

A la suite du 8e plénum de l'Exécutif de l'IC, Treint découvre, dans le bureau de Piatniski, une lettre des trois représentants officiels de l'IC en Chine dénonçant la politique menée par la direction ([17]). Treint s'empare de cette lettre et la poste à l'adresse de son domicile parisien ([18]). Cet acte de bravoure peut apparaître surprenant de la part d'un homme qui possède alors une place importante dans l'appareil du mouvement communiste international. Nous pourrions nous demander s'il n'était pas déjà en contact avec des oppositionnels russes et s'il ne commet pas ce vol dans le but de soutenir son passage dans l'opposition en France ? Nous pouvons esquisser une autre explication plus politique, plus véridique et moins machiavélique. Treint est un homme de conviction, une fois que la politique de l'Internationale ne colle plus à la réalité de la situation politique internationale, il évolue et modifie son orientation et son jugement politique.

12 . ***Archives Humbert-Droz***, H-D à Zinoviev, 10 septembre 1923 et p. 204-209.

13 . ***Bulletin communiste***, 18 avril 1924

14 . ***Bulletin communiste,*** *28 mars 1924.*

15 . Jean Rabaut qui a participé à la vie des groupes oppositionnels dans les années 30, écrit dans ***Tout est possible !,*** « *Pourtant cet homme* (…) *n'est ni un lâche, ni un carriériste, ni un vulgaire client des puissants.* »

16. Cf. mémoire de DEA d'Aurélien DURR, ibid, ce denier montre que son évolution était déjà entamée au cours de son mandat de délégué de l'IC à Moscou dès l'année 1926.

17. Albert Treint, ***La vérité sur la Chine***. La lettre de Shanghai [signée N. Nazonof, N. Forkine, A. Albrecht, 17 mars 1927], document inédit caché par Staline, Paris, ***l'Unité léniniste***, 24 p. (BNF, côte 8-02N 2389). Il va le diffuser en août 1927. La lettre est publiée dans ***La question chinoise dans l'IC (1926-27),*** EDI, Paris, 1976, p. 85 et suiv.

18. Cf. Philippe Robrieux, ***Histoire intérieure du PC*** tome 1., p. 275.

Treint en juillet 1927, dans une déclaration adressée au CE de l'IC ([19]), annonce voter contre la résolution de l'IC au sujet de la question chinoise. C'est une attaque en règle contre ce qu'il appelle le « groupe Staline-Boukharine », autrement dit contre la direction de l'IC. Cette déclaration marque une rupture franche dans l'attitude politique que Treint observait sur les questions internationales depuis son départ pour Moscou au mois de février 1926. Rien, dans sa correspondance, ses prises de positions politiques ou encore ses votes précédents ne laissait présager un point de vue si critique à l'égard de Staline et de la direction de l'IC et encore moins un quelconque soutien à l'opposition unifiée russe. Suite à cette déclaration, Treint rejoint le groupe oppositionnel au sein du PCF qu'anime alors Suzanne Girault qu'il continuait encore à dénoncer ainsi que les oppositionnels français au début de l'année 1927. Par ses nouvelles prises de position, il va déclencher le processus qui mènera à son exclusion.

Lorsque Treint rentre en France à la fin mai début juin 1927, il reste pour la direction du PCF un militant essentiel qui a rempli sa tâche de représentant du PCF auprès de l'IC. Malgré ses prises de positions sur la question des relations internationales et de la formation d'un bloc européen contre les Etats-Unis, malgré l'animosité de nombreux militants qui n'ont pas oublié les années 1923-1925 et l'autoritarisme de Treint ; la direction s'interroge sur l'éventualité de son retour au sein du BP du PCF. Lors de la crise des mois précédents qui opposait le BP du parti français à l'Internationale et à son représentant Humbert-Droz, Treint a constamment défendu le parti français. On envisage même de le récompenser pour sa loyauté.

La situation à l'intérieur du Parti est délicate. En effet, à partir de 1925, s'était formé un regroupement d'oppositionnels qualifiés par les directions successives du PCF, d'opposition de droite. Cette tendance regroupe des militants opposés à la transformation arbitraire de la structure du parti ainsi qu'à certains aspects de la tactique politique du parti français. Malgré les nombreuses discussions entamées en 1926, notamment à travers la presse du parti, les tensions entre la direction et les militants qui furent à la base du mouvement de protestation contre la bolchevisation restent vives. ([20]) Pour la direction du PCF, la situation est grave, il y a des risques de convergences entre cette tendance dite de « droite » et celle dite de « gauche » de S. Girault et de Treint mais aussi, la direction ne sait pas quel est le poids des oppositionnels au sein des militants du PC.

Nous renvoyons pour plus de détails sur cette période au livre de Robrieux et aux travaux d'Aurélien Durr (déjà cités).

Pour Treint, le processus d'exclusion engagé passe à travers plusieurs étapes :

* Exclusion du Comité central (CC) à sa séance du 8-9 novembre. Cette exclusion a lieu en son absence même s'il a le droit de venir se défendre devant le prochain CC. Il lui est reproché d'être rentrés en contact avec les bordiguistes, ensuite d'avoir voulu utiliser l'ARAC pour mettre la main sur des fichiers d'adresse de militants ainsi que celles de syndicalistes et des membres du SRI (Secours rouge) et d'être le responsable de la publication à l'extérieur du parti de la brochure « de la déclaration des 83 » de l'opposition russe même si cette brochure est signée Faussecave.
Treint, Barré et Faussecave estiment que cette réunion du comité central tenue à l'improviste était prévue de la sorte pour les empêcher de s'exprimer, ils décident de se défendre et d'écrire des lettres au BP. Toutes les lettres soulignent le caractère étrange d'une réunion sans ordre du jour et avec une convocation de dernière minute que son illégalité ne peut expliquer. Aucun document de protestation de l'Opposition n'est publié, le groupe prend donc l'initiative de les publier par ses propres moyens et diffuse une brochure « ***Contre la scission ! Pour l'unité du Parti et de l'internationale !»***

* Exclusion définitive du Parti lors de sa conférence nationale du 31 janvier 1928 avec Suzanne Girault, Henri Barré et Marguerite Faussecave, pour travail fractionnel.

En mars 1828, une fraction de l'Opposition unifiée autour de Kamenev et de Zinoviev capitule, immédiatement des dissensions interviennent dans ***l'Unité léniniste*** et Suzanne Girault capitule également et fait une demande de réintégration dans le PCF. Treint fonde avec la minorité de ***l'Unité léniniste*** (Barré, Béors, Déglise et Faussecave) le Comité pour le Redressement communiste du parti et de l'Internationale avec comme organe, le ***Redressement communiste***.

19. « Déclaration du camarade Treint adressée au CE de l'IC le 22 juillet 1927 sur la question chinoise », dans, *Les documents de l'opposition française et la réponse du parti*, édité par les ***Cahiers du Bolchevisme***.

20. La direction du PCF avait décidé de fermer la presse du parti à l'opposition, cette dernière entame alors la publication de l'unité léniniste (15 décembre 1927). Il faut remarquer qu'après la parution de ***Contre le Courant*** les membres du groupe Paz participant à la revue sont déférés à la Commission centrale de contrôle (CCC) du parti à fin d'exclusion. Il n'en est pas de même de ***l'Unité léniniste***, S. Girault ni Treint ne sont ni menacés d'exclusion ni déférés devant la CCC.

Chapitre - 2 - Panorama de l'opposition en France en 1927

Le contexte

Pour comprendre le regain de tension dans le parti, il faut rappeler la situation particulière dans lequel se trouve alors plongé le mouvement communiste international depuis le milieu de l'année 1926. La direction du parti russe est en proie à une lutte pour le pouvoir qui oppose la majorité derrière Staline et Boukharine à une Opposition unifiée née du rapprochement de Trotski, Zinoviev et Kamenev. Cet affrontement ne manque pas d'avoir des répercussions dans les sections de l'IC. Dans le KPD, qui est la section la plus importante de l'IC après le parti russe, l'ancienne direction « zinoviéviste » autour de Maslow et Ruth Fisher a été écartée. Dès 1926, ces derniers créent une tendance oppositionnelle dénonçant la ligne politique suivie par le PC d'URSS et l'IC. Avec la participation de militants de l'opposition russe travaillant à Berlin, ils publient et diffusent les textes de l'opposition unifiée à l'échelle internationale ([21]).

Dans le PCF, la « discussion russe », provoque également toute une série de réactions. La direction, tout en condamnant l'attitude de l'opposition russe, se contente d'appeler à une large discussion dans les rangs du parti ([22]). Progressivement la ligne officielle du parti se durcit et se rapproche des positions de la majorité russe et approuve les sanctions frappant les militants de l'opposition unifiée. Le 28 octobre 1926, le BP du PCF vote une résolution qui clame explicitement l'accord du parti avec la direction russe et reprend à son compte la terminologie employée par la majorité russe pour qualifier l'opposition unifiée :

« [Le BP] *approuve entièrement cette déclaration qui souligne la ligne antiléniniste du bloc oppositionnel, le rôle dirigeant de Zinoviev dans la défense de cette fausse ligne politique et ses menées fractionnelles dans l'IC* »([23]).

Et, à la suite de la 7ème session de l'Exécutif Elargi de l'IC (22/11 au 16/12/1926), la campagne contre l'opposition unifiée, désormais qualifiée de trotskiste, s'intensifie. Dans une nouvelle résolution, le CC du PCF approuve la ferme condamnation de l'opposition unifiée ainsi que l'accusation de collusion avec des membres exclus de l'IC (Souvarine, Maslow, Fisher) et avec la social-démocratie internationale ([24]). Le prétexte est trouvé pour entamer une répression à l'encontre des opposants dans le parti. Les affaires Barenton, Engler et Goujon se déroulent justement à la suite de cet Exécutif Elargi dont la résolution finale appelle toutes les sections nationales à entamer une lutte contre l'opposition de droite. Il est de plus sous-entendu que cette « droite », organisée à l'échelle internationale, a pour objectif final la destruction du mouvement communiste mondial ([25]). C'est donc bien contre un ennemi et non contre une opposition communiste qu'est dirigée la résolution.

Pourtant lors des interventions des représentants de la droite lors des assemblées du parti, ceux-ci parlent que très rarement de la question russe. Ils se focalisent tout d'abord sur les problèmes internes au PCF et concentrent leurs attaques sur la direction. Lorsqu'ils abordent la question russe, ils se contentent le plus souvent de dénoncer l'absence de démocratie dans le parti russe et l'impossibilité pour la minorité de s'exprimer ([26]). Mais ces militants ne reprennent, ni ne justifient les thèses de l'opposition unifiée sur la question du socialisme dans un seul pays ou encore sur la question paysanne en Russie. Par contre, dans le parti français, se développe depuis le mois d'octobre 1926, une nouvelle tendance, regroupée derrière Suzanne Girault qui se réclame ouvertement des thèses de l'opposition unifiée en Russie. Celle-ci est qualifiée par la direction du PCF d'opposition de gauche ou encore d'extrême gauche.

En 1927, les groupes oppositionnels principaux sont ceux de la première génération autour du Cercle Marx-lénine et de Souvarine ; de ***La Révolution prolétarienne*** autour de Maurice Chambelland, Monatte et Alfred Rosmer et les nouveaux : le groupe de l'Opposition communiste publiant ***Contre le courant*** de Maurice Paz, et enfin, celui de la Fraction de gauche de Treint. D'autres expressions de l'Opposition existent ici où là, comme le groupe des Oppositionnels de Limoges autour de Marcel Body ou du Groupe lyonnais de l'opposition (dit groupe « Souzi »). Un petit groupe se détache aussi du PCF : ***La Lutte de classes*** auquel appartient Naville. Il sera appelé à un rôle plus important avec la création de la Ligue communiste dans les prochaines années.

A/ Passons les en revue.

1 – Le Cercle Communiste Marx-lénine autour de Souvarine.

21. Pierre BROUE, ***Histoire de l'Internationale Communiste***, *op. cit.*, p.465.

22. CC du PCF tenu les 2,3,4 septembre 1926.

23. Résolution du BP et du CC du PCF sur la question russe, ***Cahiers du Bolchevisme***, n° 60, 6 novembre 1926, p.1978-1981.

24. Résolution sur le rapport d'activité du CE de l'IC, ***Cahiers du Bolchevisme***, n° 65, 1er février 1927, p.160-162.

25. Ibid.

26. Intervention de Delfosse lors de la conférence d'information du 1er rayon de la région parisienne, février 1927, *Cahiers du Bolchevisme*, n° 70, 15 avril 1927, p.481.

Boris Souvarine est le premier à s'élever contre l'involution de l'IC et la première victime de l'épuration ([27]). En 1926, il fonde le Cercle Communiste Marx-lénine qui ne se borne pas au début à des réunions d'études, mais qui, comme il peut, tente de diffuser par tracts, affiches, meetings, les idées de l'opposition. Son périodique, le ***Bulletin Communiste*** diffuse les documents de ses camarades russes. Il ne se dit pas trotskiste même si ses liens personnels avec Trotski ont duré de nombreuses années. Souvarine a fait publier ***Cours nouveau*** en français en 1924. Mais bientôt il désapprouve le « bloc » contre Staline en 1927 conclu entre Trotski et ses anciens ennemis : Zinoviev et Kamenev.
Ensuite la divergence essentielle avec Trotski porte sur la situation générale. Là où Trotski pense que le salut de la Russie révolutionnaire se tient dans une reprise, une extension de l'élan révolutionnaire, Souvarine suggère la prudence, l'étude et l'attente.

Aussi bien le Cercle tient-il à se présenter avant tout comme un « *foyer d'études accueillant les révolutionnaires soucieux de s'élever au niveau des problèmes sociaux présents et à venir* ([28])». Il compte peut-être une cinquantaine d'inscrits : parmi eux, trois ouvriers : Mahouy, un chaudronnier, qui a été membre du comité directeur du P.C. ; Ferdinand Charbit, un typographe ; Barozine dit Gourget, d'origine russe, travailleur du bois. Les deux premiers sont secrétaires du Cercle, les trois seront les premiers à quitter l'organisation et à rejoindre d'autres groupes oppositionnels. Les autres sont des intellectuels ou des cols blancs. Il y a d'autre part des liens avec des militants de province, correspondants plutôt qu'adhérents, notamment deux Lyonnais, communiste de la première heure : Elie Péju, un petit entrepreneur de transports, et Soudeille dit Souzy, dit encore Jacques Perdu, qui a fait l'histoire des insurrections lyonnaises.

2 – Le groupe de ***La Révolution prolétarienne*** crée la Ligue Syndicaliste en mai 1926.

Les membres de ce qui allait devenir ***La Révolution prolétarienne*** font parti du second groupe des exclus du PCF dont la revue paraît en janvier 1925. La revue prend l'étiquette de « syndicaliste-communiste », les principaux membres de ce groupe sont des syndicalistes et beaucoup ont participé avant guerre à la ***Vie ouvrière*** avec Monatte, Rosmer, Chambelland, Airelle, Marcel Martinet. En matière de positions, la revue publie des textes de Trotski et prône l'unité syndicale.
Trotski condamnera la revue après quelques numéros car il estime qu'il faut faire des concessions pour se maintenir dans le parti russe ce que ne cherche pas à faire ce groupe.

3 - l'Opposition communiste, ***Contre le courant***.

Au mois de janvier 1927 débute une nouvelle période de conflits et d'exclusions. Barenton, député communiste, est exclu pour avoir publié un texte en dehors du contrôle du parti ([29]). Puis vient le tour d'Engler et de Goujon qui tous deux défendent les thèses de l'opposition dite de « droite » depuis plusieurs années et ont notamment participé au ***Bulletin Communiste*** de Boris Souvarine. L'exclusion de ces deux militants est votée ([30]) à la suite d'un meeting houleux, tenu à Rouen, au cours duquel ils s'opposent ouvertement au représentant du parti, Bouthonnier, les accusant d'être des représentants de la bourgeoisie dans le parti. En réaction à ces exclusions, jugées arbitraires et administratives, Lucie Colliard, Delsol, Dionnet, Maurice Gauthier, Madeleine Marx, Moses, Maurice Paz et Marcel Roy, signent une lettre de protestation à l'intention de la direction du PCF ([31]). L'ensemble des signataires de la lettre est déféré devant la Commission Centrale de Contrôle (CCC) du parti et blâmé mais ils échappent à l'exclusion immédiate ([32]). L'exclusion de ce que le parti appelle « la droite » de l'opposition est exclue après une année au BP du 8 décembre 1927. Le parti n'ose pas exclure encore « la gauche » (le groupe de Treint) qui le sera plus d'un mois après le 30 janvier 1928.
A l'inverse du Cercle communiste Marx-lénine, Contre le courant (titre repris du recueil des articles publiés par Lénine et Zinoviev pendant la guerre) a groupé parmi ses membres des militants ouvriers influents, et c'est le groupe qui a réussi à maintenir le plus longtemps des éléments d'opposition à l'intérieur du Parti. L'animateur principal en est Maurice Paz membre du Comité pour la III° Internationale. En 1927, il est en contact avec Rakovsky ([33]), membre de l'Opposition russe et ambassadeur d'URSS en France ; ***Contre le courant*** fait figure d'organe officieux de l'opposition russe dont il reçoit des subventions ([34]).
Le groupe cherche à se faire reconnaître comme le porte-parole de Trotski en France ce qu'il est effectivement en 1929. (cf. lettre du 20 avril 1929 à Maurice Paz).

27 . Cf . ***La dégénérescence de l'IC : le cas du parti communiste français (1924-1927),*** Fraction interne du CCI.

28. ***Révolution prolétarienne***, mars 1926.

29. ***L'Humanité***, 18 février 1927, p.2.

30. Ils sont tout d'abord exclus par le Comité régional de la Basse Seine. Cette exclusion est confirmée par la suite par le BP du PCF.

31. Dans cette lettre, les militants de se contentent pas simplement de protester contre les exclusions. Ils accusent la direction de mener une politique incohérente, notamment à l'égard des syndicats, provoquant une chute dangereuse des effectifs. Ils demandent donc à la direction de restaurer la démocratie ouvrière dans le parti par l'ouverture de larges débats et le contrôle de la base sur toutes les instances. Voir BMP, bobine 222, séq. 11.

32. ***L'Humanité***, 12 mars 1927, n° 10328, p.5.

33 . Ami personnel de Trotski et membre de l'Opposition russe.

34. ***Tout est possible !*** Jean Rabaut, Denoël, Paris, 1974

4 – Le Comité pour le redressement du Parti et de l'Internationale avec pour organe: ***Le Redressement communiste***.

Nous avons laissé Treint au moment de la fondation du ***Redressement communiste*** en mars 1928. Quelles sont les orientations du Comité ? On trouve un dessein politique assez clair dans la ***Lette ouverte*** au camarade Trotski du 20 décembre 1928, signée par Treint, Barré, Marc Chirik, Sarah, Déglise, etc…

1/ Soutien aux positions politiques de l'ex Opposition Unifiée.

« *Notre Comité du Redressement Communiste a toujours lutté pour l'unification des forces oppositionnelles en France comme base de plateforme du bloc. Il a nettement formulé ses appréciations sur L'Opposition de 23 et sur la légende du « trotskisme », il a condamné publiquement la « bolchevisation » et répudié les méthodes de bureaucratisation, de corruption et de bluff, pratiquées dans l'Internationale et dans le parti français. » ([35])*

Quel est le contour de ce bloc ?

«En Russie, le bloc peut se reformer entre la partie de la fraction oppositionnelle de 1923 irréductiblement hostile à tout marchandage avec la droite contre le centre, et l'opposition non capitularde de Leningrad. » (ancien groupe de Kamenev et de Zinoviev, ces derniers ayant capitulé en mars 1928)

2/ Reconnaissance de leurs erreurs passées

« *Très loyalement, les camarades Treint et Barré reconnaissent que sur la foi d'altérations, de mensonges, de falsifications honteuses et déshonorantes, ils avaient fait crédit à la légende grossière d'un trotskisme créé artificiellement pour couvrir les fautes opportunistes des dirigeants de l'Internationale et cacher votre position sur la ligne du léninisme.*

Les soussignés déclarent répudier formellement les opinions erronées qu'ils ont émises sur l'Opposition de 1923 qui a vu clairement la situation en Russie.

Et ils s'en réfèrent pour la critique des fautes du passé à votre déclaration devant l'Exécutif élargi de décembre 1926, au texte de la plateforme du bloc dans le chapitre intitulé : 'Divergences réelles et divergences imaginées'*, ainsi qu'au document où vous rétablissez la vérité sur l'histoire du parti russe.»*

3/ Les positions ;

« *Les thèses que nous avons écrites (..), recèlent dans leurs lignes fondamentales le point de vue que vous défendez dans la* ***Nouvelle Etape***.

Sur la question de Thermidor, du deuxième parti, des perspectives, nous avons nettement, sans la connaître encore, formulé la même opinion que vous-même.

Sur le terrain national, notre Opposition a combattu comme si elle était restée dans le parti, remplissant à chaque instant son devoir communiste. Il n'est aucun événement important sur lequel nous n'ayons apporté à la fois critiques et suggestions. »

4/ Quelles idées se fait le groupe sur les autres forces de l'opposition en vue de leur unification.

« *Le groupe oppositionnel de Limoges, groupé autour de la Vérité et du camarade Body, manifeste nettement une orientation à droite. Il ne s'agit plus là d'un bloc avec la droite contre le centre, mais bien d'une politique de droite nettement formulée.(…)*

Le groupe de Limoges mène un combat contre la direction du parti français sur les mêmes bases d'appréciation.(..)

Par ailleurs, le groupe ***Contre le Courant*** *qui prétend être seul interprète de votre pensée se fait quant à la position du groupe de Limoges, couvre de son silence sa ligne de droite et mène la bataille contre notre groupe en tentant de discréditer à l'aide de procédés grotesques les camarades Treint et Barré. » ([36])*

Que pense Trotski sur Treint ?

« *En ce qui concerne Treint,[37] je ne vois aucune raison de principe qui s'oppose à ce que nous collaborions avec lui. En venant à l'opposition à l'époque de son écrasement, en restant dans l'opposition alors que Suzanne Girault la quittait. Treint est quelqu'un d'énergique, qui s'efforce de sortir de sa chambre ce que ne font pas assez beaucoup de nos partisans. Ce qu'on dit de lui qu'il est impulsif, qu'il tombe d'un extrême dans l'autre, etc. est sans doute parfaitement exact. Il ne s'agit pas de faire de Treint l'unique dirigeant de l'Opposition, mais de l'intégrer à l'activité et de le mettre à l'épreuve. S'il n'est pas possible à ce stade de l'intégrer à l'activité dans le cadre national, on peut et on doit s'assurer sa collaboration dans le travail international. Le risque de lui permettre ainsi de prendre trop d'autorité n'est guère fondé - et serait repoussé par le sectarisme du groupe. Si Treint élargit son autorité pour marcher de conserve avec nous, nous avons tout à y gagner. Et si, étant engagé dans une collaboration avec nous, il prenait des positions de compromission, il cesserait d'exister politiquement; les meilleurs de ses partisans viendraient à nous. Il n'y a rien de pire que le statu quo dans les relations entre groupes et cercles proches. Ce genre de secte peut entrer dans un long processus de pourrissement. Le mouvement est nécessaire. II faut arracher ces cercles à leur inertie. Il ne faut pas laisser se développer le conservatisme de groupe, particulièrement pernicieux en France. Il faut se préparer à franchir avec audace le pas du*

35 . Lette ouverte au camarade Trotski in ***Redressement communiste***, numéro 3, janvier 1929 page 2.

36 . Idem, comme toutes les citations précédentes.

37. Lettre de Trotski d'avril 1929 à Salomon Kharine dit Joseph était le chef de bureau d'information de la délégation commerciale soviétique à Paris depuis 1928 et représentant de l'Opposition de gauche russe à Paris.

regroupement des forces sur une base nouvelle, plus large. »

5- ***La lutte de classes.***

Quand on parle de ***La Lutte de classes***, il faut parler de Pierre Naville ([38]) qui avait fondé avec Benjamin Perret la ***Révolution surréaliste*** puis avait poursuivi son activité dans ***Clarté*** en juin 1926, périodique qui était l'organe des surréalistes convertis à l'action révolutionnaire.
En 1927 la revue publie des articles de Victor Serge critiquant la politique chinoise de l'IC. L'année suivante en 1928, il est exclu du PCF, alors, ***La lutte de classes***, substituée à ***Clarté*** est épurée des surréalistes et accentue sa tendance à l'adoption des thèses de Trotski.

B/ Quelle est la politique de regroupement recherchée par les oppositionnels ?

Il est intéressant de passer en revue les arguments invoqués à l'appel d'une conférence par ***Contre le Courant*** pour les 14 et 21 juillet 1928 :
« Lettre ouverte aux communistes d'Opposition
Chers camarades, (...)
C'est un fait qu'il existe plusieurs groupes communistes d'Opposition. Nous désignons ainsi les groupe qui, demeurant sur le terrain du marxisme révolutionnaire et de la nécessité d'un Parti de classe, s'opposent irréductiblement au cours stalinien. Cette dispersion des oppositionnels s'explique du fait que le Parti, ayant toujours compris dans son sein des tendances diverses, cette même diversité se retrouve dans l'Opposition. De plus, les différents groupes oppositionnels n'ont pas tous réagi au même moment ni à propos des mêmes problèmes, à la dégénérescence du Parti.
Malgré des différences importantes dans l'analyse qu'ils donnent de la situation actuelle, ces groupes, d'accord sur des principes essentiels, ont de plus ceci de commun : tous mènent une lutte de gauche contre la déviation opportuniste de l'Internationale Communiste, tous se dressent en adversaires irréductibles d'une politique qui mène à la capitulation de la Révolution russe et à la liquidation du mouvement communiste international. Mais, actuellement, chacun de ces groupes agit isolément. Il existe plusieurs organes communistes d'Opposition : le militant qui s'oriente vers l'Opposition, ne pouvant les lire tous, choisit au hasard des relations personnelles qu'il a pu avoir avec tel ou tel camarade d'Opposition.
(...)
Ce qui a été possible dans le Parti ne peut-il être réalisé dans l'Opposition, alors que nous avons l'avantage de ne pas compter dans nos rangs d'opportunistes à la Cachin, et que sont écartés les oppositionnels d'occasion comme Suzanne Girault? Cette cohésion plus grande de l'Opposition que nous vous demandons de réaliser répond, vous le savez, aux voeux de très nombreux communistes.

Rassurons d'un mot ceux qui croiraient que notre proposition s'inspire d'un éclectisme dangereux : nous avons montré, récemment encore, à l'intérieur même de notre groupe, combien nous étions intransigeants lorsque ***les principes*** *étaient en jeu, mais il ne s'agit nullement ici de sacrifier les principes ; nous voulons seulement travailler en commun avec tous les communistes dont nous ne sommes séparés que par des appréciations tactiques, si importantes soient-elles.*
Il n'est pas nécessaire d'insister sur les avantages politiques qui résulteraient d'un renforcement de notre cohésion. L'Opposition serait en mesure d'augmenter sa force de rayonnement et de toucher un nombre toujours plus considérable de communistes. (...)

Seuls ceux qui n'auraient pas confiance dans la valeur de leurs arguments pourraient craindre la confrontation dans un même organe. Seuls ceux qui s'inspireraient de fins particulières et ravaleraient la mission historique de l'Opposition à la réussite de leur groupe ou de leur journal, pourraient refuser une collaboration proposée dans le seul but de servir le prolétariat.

Pratiquement, nous suggérons de réunir une Conférence Nationale de l'Opposition à Paris, les 14 et 15 juillet, où sont invités tous les groupes communistes d'Opposition, et en particulier les destinataires de la présente lettre. Cette Conférence permettrait, après confrontation des points de vues, de vérifier l'accord sur les principes, qui conditionnent tout travail, et de déterminer ainsi ceux qui peuvent être les participants de l'oeuvre commune.

L'ordre du jour de la Conférence serait le suivant :

1" La situation économique et politique;

2° Le problème de l'Opposition;

3° L'organe unique de l'Opposition.

Nous vous demandons de nous répondre aussi rapidement que possible en nous faisant part de vos suggestions, afin que nous puissions préparer en temps utile les travaux de cette Conférence. Voulez-vous également désigner un rapporteur qui fera connaître votre point de vue sur les questions à l'ordre du jour?
*La présente lettre et les réponses que nous recevrons seront publiées dans « **Contre le Courant** ».*

Bien fraternellement, le 2 juin 1928.L'Opposition Communiste,

Cette lettre est adressée à :
Marcel Body et aux oppositionnels de Limoges ; Cercle Marx et Lénine ; Fraction de gauche des camarades italiens ; Groupe Barré-Treint ; Groupe lyonnais de l'Opposition (Souzy) ; La Lutte de

38. (1904-1993). En 1925, il s'oppose à André Breton sur la question de l'engagement politique du groupe surréaliste.

Classes; Réveil Communiste ; Rosmer et ses camarades de tendance de la R. P. » ([39])

Les réponses des groupes sollicités reflètent bien la situation de l'opposition : sur huit, deux seulement sont favorables et encore avec des réserves. Le groupe Treint, qui exclut *a priori* Souvarine, le groupe de *La Lutte de Classes* (accusé de ne compter que des intellectuels petits-bourgeois), et le groupe lyonnais d'opposition (dirigé par Jean-Jacques Soudeille dit Souzy) qui annonce, avec scepticisme quant aux perspectives, sa participation à la conférence pour s'informer. Deux autres ne répondent pas : le *Réveil communiste* et *la Révolution prolétarienne.*
Enfin, trois répondent négativement : le groupe de Limoges (Marcel Body), le groupe de *La Lutte de Classes* et le groupe de Souvarine.
La Fraction de gauche des communistes italiens en France répond le 8 juillet 1928 par une lettre signée Vercesi, pour le Bureau politique (*Contre le Courant* numéro 13 du 5 août 1928*)*. C'est un refus pour aujourd'hui mais un accord pour à plus long terme. *« Il y a beaucoup d'oppositions. C'est un mal ; mais il n'y a pas d'autre remède que la confrontation de leurs idéologies respectives, la polémique pour aboutir après à ce que vous allez nous proposer. Si l'on met la charrue avant les bœufs, on dévie l'effort intérieur que les groupes d'opposition doivent faire.»* Elle se prononce pour l'élaboration d'une plateforme propre à chaque groupe.
Naville déclare : « *S'opposer au cours stalinien ne signifie rien* » ([40]). Il rejette également le « bloc sans principes » que propose *Contre le Courant,* soulignant que la démarche de *La Lutte de Classes* est à l'opposé : c'est la recherche d'une clarification politique, préalable à tout regroupement de l'opposition. Enfin, le Cercle Marx-Lénine considère la conférence comme […] nuisible et, dans le meilleur des cas, inutile » ([41]). Considérant que *Contre le Courant,* qui veut se poser en rassembleur, n'a qu'à publier ses positions ou s'informer aux réunions du Cercle et que toute autre démarche est inutile, sa réponse est brutale :

« Vous vous réclamez du léninisme : nous avons condamné et le mot, et la chose. Vous vous opposez au « stalinisme » : nous ne savons pas ce que c'est. [...] Vous croyez mener « une lutte de gauche » : c'est le moindre de nos soucis. Vous considérez comme des communistes les bolchevisateurs de 1924 : nous les tenons pour des criminels. Vous ne savez qu'approuver tout ce que dit, tout ce que fait l'opposition russe : nous ne respectons les erreurs de personne. Vous procédez par affirmations et vénérez les dogmes : nous entendons raisonner et repoussons le dogmatisme » ([42])
L'échec de la tentative de *Contre le Courant* marque l'impossibilité d'un groupement de toute l'opposition, et a deux types de conséquences. Immédiates : les rapports entre les groupes s'enveniment. A plus long terme : *La Lutte de Classes* et le *Bulletin Communiste* de Souvarine se rapprochent nettement, alors que *Contre le Courant et Le Redressement Communiste* semblent évoluer vers une certaine convergence tout en ayant des rapports conflictuels*. Contre le Courant* est invité à sa Conférence qui se tient fin 1928 comme l'indique sa réponse du 19 octobre publiée dans son périodique numéro 15 du 25 octobre 1928. Fin 1928 Treint et Barré sont mis en demeure de se prononcer sur leurs erreurs passées et leur attitude de bolchevisateurs par le La déclaration des membres de Comité pour le Redressement communiste du 25 novembre 1928 est publiée dans *Contre le Courant* numéro 20 du 15 décembre1928.
Le refus du *Réveil Communiste* est cohérent avec ses positions politiques qui rejettent la politique de 'redressement de l'I.C.' critiquant les positions politiques de I.C. comme n'étant pas justes, c'est la raison pour laquelle elle a dégénéré.
C*ontre le Courant,* qui ne récupère que très peu de militants, se trouve néanmoins conforté dans la position de groupe oppositionnel quasi-officiel, dont la revue est la seule à publier les articles de Trotski et à être reconnue par l'Opposition russe et à vouloir sortir du marasme des groupes : c'est *Contre le Courant* qui a le mieux franchi les obstacles au cours de l'année 1928.

C/ Les choix politiques de Trotski.

Au début 1929, Trotski est ouvert à tous les oppositionnels sans exclusive, il est conscient qu'il faudra que tous les groupes de l'Opposition collaborent et que leur regroupement ne sera pas facile. Il le dit dans de nombreux courriers.
« *Je suis assez tranquille pour les histoires que nous avons et que nous aurons entre différents groupements de l'Opposition. Le regroupement et l'unification ne se produiront qu'avec de nouvelles scissions et des échanges d'insultes plus ou moins fraternelles. II faut avoir des nerfs solides.* » (lettre à Rosmer du 24 mars 1929)
« *Il est nécessaire et urgent de créer un hebdomadaire avec la perspective d'un quotidien. Nous ne pouvons le faire que sur la base d'une large collaboration de tous les éléments vitaux de l'opposition communiste, la plupart des éléments de La révolution prolétarienne y compris* ». (lettre à Treint du 23 mai 1929)

1/ D'abord il soutient ***Contre le Courant*** dans une lettre du 20 avril 1929 à Maurice Paz. Dans cette lettre il donne également son avis sur Treint.
« *Comment je considère la question Treint en principe, je l'ai exposée dans ma lettre à Joseph ([43]). Je serais très heureux qu'il vous en fasse la traduction par écrit. Je ne puis quand même croire que c'est un cadavre, car, pour un cadavre, il est trop actif. Il fait répandre ma lettre assez largement en français et en russe, souvent en accompagnant l'envoi d'une lettre insistant*

39. ***Contre le Courant***, n° 12, 28 juin 1928.

40. Lettre de ***La Lutte de Classe***, ***Contre le Courant***, n° 12, 28 juin 1928, p. 4.

41. Lettre du Cercle Marx-Lénine, ***Contre le Courant***, n° 12, 28 juin 1928, p. 8.

42. Idem.

43. Salomon Kharine dit Joseph.

sur la nécessité d'une diffusion intense. Je ne pourrais rompre avec lui que sur des divergences de principes ou sur un acte de déloyauté envers l'Opposition. J'exigerai de lui, s'il veut entretenir des relations politiques personnelles avec moi, qu'il cesse la polémique venimeuse contre C[ontre] l[e] C[ourant]. Naturellement, je puis me répéter, si c'est nécessaire pour quelqu'un, que j'envisage d'appuyer, en premier lieu, notre action en France sur C[ontre] L[e] C[ourant].»

Après une période d'expectative et plus ouverte Trotski perd patience, il souhaite brûler les étapes ce qui sera fatal pour l'Opposition. Le 11 juillet 1929 dans une lettre à Maurice Paz, il critique son attitude attentiste pour la création d'un hebdomadaire et surtout son manque d'esprit militant.

2/ Enfin, le choix de Trotski se porte sur le groupe ***La lutte de classes*** qui créé comme hebdomadaire ***La Vérité***. Il précise sa pensée dans la réponse à Naville du 11 juillet 1929 ([44])

« L'instrument essentiel c'est le parti et, à l'étape actuelle, la fraction. La fraction se constitue sur la base de méthodes d'action définies » et se consolide par « *une sévère sélection sur la base du travail dans les masses.* (..) *Pour commencer, il nous faut au moins un hebdomadaire. Et même tout de suite*.»
Le 15 août 1929 paraît le premier numéro de ***La Vérité*** parisienne. Les 5 fondateurs en étaient : Naville, Gérard Rosenthal, Molinier, Rosmer et Frank puis ils créent la Ligue Communiste qui se présente comme le véritable porte-parole de toute l'Opposition française.
« *D'où est venu le groupement de* ***La Vérité*** *? Il s'est constitué assez rapidement, mais pas du tout de façon occasionnelle. Les camarades actifs de différents groupements ne se retrouvent sous le drapeau de* ***La Vérité*** *que parce que la tentative de s'appuyer sur un des groupes existants pour créer l'hebdomadaire, n'a pas abouti. » (réponse à Naville)*

Il s'agit d'un "regroupement" limité des oppositionnels, c'est un pari sur le futur. Il s'effectue autour de la *Ligue communiste* qui cherche à avoir comme statut, celui d'opposition au sein du PCF. La Ligue absorbe la plupart des militants du groupe ***Contre le courant***. Les quelques individualités qui n'y adhèreront pas, éditent, pendant un certain temps, un autre organe : ***Le Libérateur*** (novembre 1929 - mars 1930). ([45])

Une autre tentative de regroupement se fait essentiellement sous la pression de Trotski et sous l'égide de la Ligue qui appelle, pour le 6 avril 1930, à une conférence de fondation de "l'Opposition de gauche internationale". La convocation de cette conférence est très précipitée, peu préparée et très volontariste. C'est ainsi que tous les groupes de l'Opposition n'y sont pas invités et que, par exemple, la "Gauche italienne" en est avertie au dernier moment. Les camarades "Severino" et "Peri" (Bottaïoli - 1900-1959) y assistent tout de même, parce qu'ils habitent Paris et qu'ils sont contactés individuellement, mais c'est sans mandat officiel ni de leur organisation ni de leur Commission exécutive. Cette dernière se trouve à Bruxelles ([46]).

Cette nouvelle conférence n'aboutit pas à un véritable regroupement de la majorité des forces révolutionnaires qui se trouvent toujours éparpillées en France et dans le monde ; la fondation de l'Opposition de Gauche Internationale (OGI) est acquise de façon précipitée et surtout sans préparation politique. C'est ainsi qu'il persistera toujours une ambiguïté sur l'OGI et sur le Bureau international qui la représente : ont-ils une réelle existence politique ou sont-ils des créations artificielles, voire un bluff? ([47])

LE
REDRESSEMENT COMMUNISTE
ORGANE DE L'OPPOSITION
Pour tous les ouvriers révolutionnaires
Lettre ouverte au camarade Trotsky
Démasquons le centrisme dans la lutte contre la droite

44. *Lettre à la rédaction de La Lutte de classe* in ***Le mouvement communiste en France***, Minuit, Paris, 1967.

45. L'ex 15ème Rayon du P.C., toujours prêt à rechercher l'unité au sein de l'Opposition, avait, à l'époque, appelé à une réunion de confrontation pour le 26 février 1930 entre ces derniers : les amis de Maurice Paz (***Le Libérateur***), La Ligue communiste, le ***Redressement communiste*** de Treint (en tout 60 personnes). Mais d'entrée Alfred Rosmer émet des doutes sur une possible unification à cause des divergences sur le conflit sino-russe et sur la question syndicale. Ce fut un nouvel échec.

46. Cf. livre du CCI sur la Gauche italienne, op. cit.

47. Cf. Archives de la fraction italienne et de Perrone à la BDIC, Nanterre.

Chapitre - 3 - Progrès politiques de la Ligue communiste 1931 – 1932 et vieux démons : les luttes fractionnelles.

La Ligue communiste a été une organisation véritablement révolutionnaire dans laquelle le débat entre révolutionnaires était effectivement possible. La coexistence entre différentes tendances a été une réalité, comme nous allons le voir, au cours de ses premières années d'existence. Par exemple, trois tendances ont pu travailler ensemble en 1931-32 : la tendance Raymond Molinier, Pierre Frank (majoritaire), la tendance Pierre Naville et la tendance Marc-Treint. Puis, la tendance Molinier a repris ses vieux errements et a détruit toute possibilité de construire une véritable organisation de la classe ouvrière.

Dans une première période, les deux discussions politiques qui ont pu progresser sur la question syndicale et sur le rôle d'une fraction par rapport à l'ancien parti sont à mettre au crédit de la Ligue. Par contre, les questions organisationnelles sont le signe de ses faiblesses puisqu'elles entraîneront la résurgence des vieux démons jusqu'à entraîner la crise de la Ligue et sa quasi-disparition, fin 1933.

Sur ce fond de faiblesse important de la Ligue il faut également ajouter que les agents du GPU ont eu un rôle particulièrement destructeur et ont exacerbé les querelles politiques en les transformant en luttes personnelles comme le décrit Vereeken ([48]) en parlant du travail de sabotage de Mill ([49]) qui consistait à : « *continuer à nous flatter en vue de nous utiliser à l'aider à remplir sa mission destructrice des forces oppositionnelles.* » Les agents staliniens comme Mill « *sont tous plus trotskistes que Trotski*. (..) *Ils participent activement aux discussions sur les divergences réelles en les suscitant si nécessaire et en les canalisant sur le terrain personnel, toujours pour détruire* » Puis, Mill « *recommence à nous donner ses conseils pour qu'on s'entre déchire à pleines dents et de lancer déjà des flèches en d'autres directions*. »

Il est intéressant de noter que les trotskistes, de la première génération, sont arrivés aux mêmes conclusions, mais malheureusement un peu plus tard que les oppositionnels qui les critiquaient à l'époque et notamment la gauche communiste italienne. Voici ce qu'écrit Vereeken (idem page 27) en citant la déclaration de la fédération de Bruxelles de l'Opposition de gauche belge du 4 novembre 1932 :

> « *Cas Mill : la Fédération constate que malgré toutes les explications plausibles que l'on donne pour l'emploi de l'élément Mill, l'on a commis la même erreur qui fut faite en ce qui concerne le S.I. En effet, lors de la réunion internationale des Groupes d'opposition, il fut décidé que le Secrétariat Administratif sorti de cette conférence aurait eu pour tâche l'organisation de la 1ère Conférence Internationale des Groupes d'Opposition. Sans attendre cette conférence, le secrétariat s'est arrogé les droits politiques tout comme il a investi l'élément Mill. Si l'Opposition Internationale s'était dirigée dès ce moment dans la voie du centralisme démocratique, chose possible après la 1ère réunion, cette erreur de mettre Mill à cette fonction si délicate n'aurait pas été commise* ».

Puis, il souligne fort justement : « *En liant le cas Mill au manque de centralisme démocratique,([50]) c'était de notre part la première manifestation d'une lutte que nous ne cesserions de mener contre les méthodes d'organisation anti-démocratiques héritées de la Troisième Internationale en train de dégénérer.* » Voilà qu'elle aurait dû être la politique de Trotski pendant toute la période, au lieu de miser sur tel ou tel groupe de militants voire tel militant, par exemple sur Molinier contre Rosmer, il aurait dû pousser à la confrontation politique en développant la discussion.

1/ Où en sommes nous dans la Ligue Communiste ? Départ de Rosmer/entrée de Treint.

A l'automne 1930, Rosmer quitte la Ligue. Après lui vient le départ des éléments qui vont donner naissance au ***Communiste***. Ils publient d'abord le ***Bulletin de la Gauche communiste*** depuis avril 1931, puis ils acceptent d'en suspendre la publication pour participer

48. ***La Guépéou dans le mouvement trotskiste***, La pensée universelle Paris, 1975. pages 22 à 27.

49. Membre du secrétariat international de l'Opposition de Gauche internationale et agent stalinien.

50. Nous n'emploierions pas forcément ce mot ; par contre ; comme la Gauche communiste italienne l'a toujours défendu, il faut dans ce genre de situation être partisan du débat le plus large possible pour que, en cas de séparation, celle-ci se fasse sur les bases politiques les plus claires possibles.

à la Conférence de la Ligue des 2, 3 et 4 octobre 1931 pensant que de nouvelles mœurs politiques étaient possibles et notamment un changement de ses méthodes organisatives internes. De leur point de vue, les méthodes de la Ligue ne leur paraissent pas avoir été modifiées; le ***Bulletin*** donne donc naissance au ***Communiste*** en novembre 1931 et à la séparation définitive.

Par contre, le groupe Treint/Barré du ***Redressement communiste*** décide d'adhérer à la Ligue après un voyage de Treint à Prinkipo. (septembre1931)
Et, à la fin de la Conférence ([51]) de la Ligue d'octobre 1931, deux des membres du ***Redressement communiste*** rentrent dans sa CE (Commission Exécutive).

Marc et Sarah étaient déjà membres de la Ligue depuis juin 1931 comme l'indique le procès verbal, reproduit ci-après, de la discussion à la CE de la Ligue du 9/6/31. ([52])

> Gérard pense qu' « *accepter Marc c'est accepter Treint* ».
> Blasco ([53]) estime que « *l'on n'est pas obligé d'être 100% d'accord avec la Ligue et il ne voit pas d'objection à l'entrée de Marc.* »
> Walficz ([54]) rappelle que *« lui aussi appartenait au groupe Treint et qu'après l'avoir quitté on n'a pas posé de conditions à son adhésion à la Ligue* ».
> Naville n'est pas d'accord « *il a été choqué par l'attitude de Marc au CN et l'adhésion touche aux questions d'orientation générale de la ligue. La Ligue prend la direction voulue par Marc.* » Il pense qu'il *« faut faire une sélection très sérieuse au niveau des adhésions.* »
> Emile ([55]) met aux voix l'adhésion de Marc et Sarah, elle est votée à 7 pour, 3 contre et 2 abstentions.

Treint assiste le 12 octobre à sa première réunion du CE de la Ligue, étaient présents : Raymond Molinier, Félix ([56]), Naville, Voisin et Frank.

2/ Discussions politiques

a/ La question syndicale est une discussion récurrente au sein de la Ligue.

Le départ de Rosmer et du groupe ***Bulletin de la Gauche communiste*** porte d'abord sur le fonctionnement interne de la Ligue en relation avec l'attitude de Raymond Molinier mais il existe aussi de gros désaccords sur la question syndicale.

A la conférence Nationale de la Ligue communiste les 2, 3 et 4 octobre 1931, le 2ème point de l'ordre du jour comprenait : la question syndicale. I1 fallait trancher entre la position de l'ancienne direction de la Ligue représentée par Rosmer et Naville et la position de Trotski. Fallait-il travailler avec "l'Opposition Unitaire" au sein de la CGTU, ou conserver "*la pleine indépendance inconditionnelle envers toutes les autres organisations*" ([57]). A partir d'avril 1930 la Ligue a renoncé, en effet, à un travail indépendant dans les syndicats, au profit de l'Opposition unitaire, qui, elle-même, veut avoir "*sa plate-forme particulière, sa direction, sa politique*"..

A cette conférence la Fraction italienne qui était présente intervient d'ailleurs pour indiquer que la nouvelle direction de la Ligue (par sa position politique) "*à son avis, a fait un pas à gauche*" ([58]) en voulant conserver son indépendance politique.

Mais cette politique est loin d'être assimilée. Il s'agit de défendre son orientation politique tout en prônant l'unité de la classe ouvrière. Le compte rendu de la CE du 15 novembre 1931 montre bien que cette orientation n'est pas intégrée. Trois membres de la Ligue avaient participé au Congrès de la CGTU de novembre 1931. Burek n'a eu que 10 minutes pour exposer le point de vue de la Ligue et il avait annoncé que lui et ses camarades voteraient contre le rapport d'activités des « centristes » ([59]). Puis l'Opposition unitaire a également voté contre ce qui entraînait les membres de la Ligue à déposer une motion ([60]) avant le vote expliquant pourquoi ils voteraient pour. Ce vote étant dicté par la crainte de se retrouver derrière l'Opposition unitaire comme précédemment du temps de la politique de Rosmer.

Naville : « *le fait d'avoir voter le rapport d'activités est la preuve de notre faiblesse* ». (…)

Marc : « *c'est une grosse bêtise car on a dit qu'on allait voter 'non' et finalement on a changé. C'est une erreur de la CE qui n'a pas pris position et c'est une grosse bêtise* ». (..)

Treint : « *s'excuse de donner son avis après le vote. Je pense que Marc a raison. Nous devons donner notre point de vue dans l'intérêt du prolétariat ; et il se peut que nous ayons des*

51. Cf. les événements de ce congrès dans le ***Complément à l'histoire de la Gauche communiste***, CCI. op. cit.
52. Procès verbaux du CE de la Ligue communiste. IISG
53 . Pietro Tresso de la Nouvelle opposition italienne (NOI).
54 . G. Walficz dit Paul
55 . Michel Mazliak dit Emile du groupe juif.
56. Elie Rosijanski dit Félix du groupe juif
57. La Vérité, n° 71, 11 janvier 1931, sur la question de l'Opposition Unitaire de l'enseignement fondée par Dommanget en avril 1930
58. Compte rendu de la GI du 7 octobre 1931. Archives Peronne.
59 . Dans le langage de l'époque, il s'agit des staliniens.
60 . Motion citée par Yvan Craipeau, ***Le mouvement trotskiste en France***, éditions Syros, Paris 1972, p.58.

points d'accords avec les minoritaires ([61]). *La majorité confédérale a mené la CGTU et ce qu'elle représente au bord d'une situation catastrophique (..) alors pour ne pas heurter les camarades on sacrifie de dire la vérité. Je pense que c'est une faute. Il fallait faire une résolution flétrissant les minoritaires. Quand on est de la Ligue, on doit défendre le point de vue de l'Opposition de gauche.*»

Marc « *Il faut poursuivre la discussion dans les groupes* ». (..)

Après le départ de Burek appartenant au comité syndical de la Ligue la discussion reprend dans la CE.

(..)

Marc : « *d'accord sur beaucoup de points avec Blasco. Notre travail était mauvais. Mais dans cette situation difficile, on a tiré tout le profit qu'on pouvait tirer. Notre intervention ne passera pas inaperçue*. » (..)

Raymond : *« le travail de la Ligue dans les syndicats est nul. (..) L'enseignement ([62]) est contre l'unité. C'est à nous de convaincre les copains proches de nous.* »

Frank : « *Le congrès de la CGTU a montré un recul des anti-unitaires donc notre position va porter ses fruits. Donc il ne faut pas s'engager avec l'enseignement*.» (..)

Félix qui est contre ce que les camarades précédents ont dit propose une résolution. Elle obtient une voix. Treint propose donc sa résolution qui reprend ce que la majorité à affirmer ci-dessus ; elle obtient 5 voix sur 6.

b/ Position par rapport au PC

Nous citons les comptes rendus de réunion de la CE ; ils sont instructifs sur les positions qui s'expriment en son sein. CE du 29 février 1932 en présence de Blasco, Marc, Treint, Craipeau, Frank et Raymond Molinier. ([63])
Treint : d'après lui « *il existe deux conceptions : les camarades qui défendant la première, pensent que la fraction centriste se met encore sur les bases du communisme* (..) *lorsqu'en réalité le problème est d'arracher le parti à la fraction centriste.*» En conséquence, il estime que le redressement ne peut pas se comprendre avec une *« diminution de notre activité fractionnelle et qu'en aucun cas on ne peut y renoncer* » « *Ce qui caractérise la politique de la Ligue c'est que son orientation a été oscillante entre ces deux positions et qu'il faut maintenant mettre un terme à cette oscillation*.»

Raymond : « Treint a raison de souligner que nous avons négligé de proclamer notre rôle de fraction et les oscillations dont il parle se sont effectivement produites. Ce second point montre la nécessité de proclamer notre fraction en dehors du travail clandestin.
Frank n'est pas d'accord et dépose une motion qui est rejetée par 3 voix contre (Raymond Molinier, Treint et Marc), 2 abstentions (Blasco et Craipeau) et une voix pour (Frank).
La CE du 7 mars 1932 reprend la discussion en présence de Naville, Raymond Molinier, Craipeau, Blasco, Frank, Treint, Marc, Walficz.
La réunion débute par la lecture des 2 contributions : celle de Treint et celle de Frank qui obtiennent chacune 4 voix.
Marc dit : « *Dans notre texte, nous disons que le rôle de la fraction est prépondérant ; dans l'autre texte cela ne ressort pas. Il y a deux lignes impossibles à concilier …*»
Treint : « *Il y a deux lignes qui ne se concilient pas. Frank dit, les uns parlent comme fraction du parti et ceux qui parlent d'un second parti. Non, il y a une fraction centriste de gauche qui accepte de s'emprisonner et une fraction qui veut mener la lutte.* »
(…)
Blasco : repousse l'orientation de Treint. « *Tout le monde connaît les divergences d'orientation. La façon d'aborder le parti en découle. Treint voit le processus de dégénérescence du parti accompli. Nous, nous pensons que c'est encore un PC malgré la dégénérescence. Nous sommes tous convaincus que le redressement ne peut s'accomplir que par l'activité de la fraction. C'est là que nous nous différencions de Treint, de Naville et de la Gauche italienne.* » Puis, il propose la rédaction d'un document par la majorité du secrétariat.
Après un long débat, une commission est créée pour rédiger un texte commun : Treint, Frank et Raymond Molinier.

3/ Questions organisationnelles.

Avant d'aborder les faits, il est nécessaire de dresser le tableau des différentes tendances et du contexte.
Déjà, Léon Sedov, dans une lette à son camarade Bauer, le 29 septembre 1931 (Archives de la Houghton Library, côte : 12098), résumait ainsi les problèmes internes du groupe de ***La Vérité*** en 1929-1930 :
« *[...] Vous connaissez l'histoire de la Ligue et les questions litigieuses durant ces deux années. Tendance mi-syndicaliste de La Vérité et de Rosmer au début de La Vérité (bloc avec Charbit et d'autres monattistes) ; question des rapports de la Ligue avec le parti: (Rosmer et Naville ont une tendance nette à se former en un cercle littéraire impuissant. : en s'opposant en même temps au parti officiel comme un... « deuxième parti ») ; toute la mentalité Rosmer-navilliste, sectaire,*

61 . Il s'agit de la minorité de la CGTU donc de l'Opposition unitaire.

62 . L'Opposition unitaire était essentiellement représentée dans l'enseignement.

63 . Compte rendu de la CE de la Ligue in IISG

passive, non- révolutionnaire ; question de l'organisation internationale ; tendance à «l'indépendance nationale» à l'Urbahns [...] ; *question de l'Opposition unitaire, où Gourget et les autres ont voulu soumettre le parti à l'Opposition unitaire en se refusant à tout travail indépendant dans cette fraction politique, non organisation syndicale* ».

En 1932, les choses ne s'arrangent pas. La lettre de Treint à Raymond Molinier du 5 janvier 1932 donne un bon aperçu des problèmes dans la Ligue et surtout prône l'attitude correcte que doit avoir une organisation révolutionnaire : savoir passer sur les attitudes organisationnelles incorrectes pour privilégier la discussion et la scission . Si la scission doit avoir lieu, ce doit être en pleine clarté politique :

« (…) *Ce n'est pas le confusionnisme intellectuel de* [la tendance] *Gérard – Naville qui crée l'aile liquidatrice Emile-Félix, c'est parce qu'il y a une aile liquidatrice insuffisamment combattue dans la Ligue d'un point de vue communiste que Gérard-Naville peuvent entretenir une confusion qui leur a jusqu'ici profité et qui fait un barrage protecteur en faveur des liquidateurs. Ce n'est plus maintenant une thèse de Treint : les faits l'ont confirmé. Plus Marc et moi avons développé l'attaque contre Félix et Emile (liquidateurs), plus Gérard, Naville et Mill ont dû cesser de faire les courtiers entre eux et nous et montrer avec qui ils sont réellement liés.*

En un mot, la lutte à fond contre Gérard-Naville est fonction de la lutte à fond contre l'aile liquidatrice et je ne puis admettre, comme semble l'esquisser le document interne de LD que la lutte contre l'aile liquidatrice soit fonction de la lutte contre le confusionnisme de Gérard-Naville. La confusion consiste à confondre, à concilier deux choses parallèles. Il faut faire apparaître les différences des deux politiques que Gérard-Naville semblent confondre, concilier, pour lutter contre leur confusion, c'est l'évidence même.

Là dessus, le document interne de LD n'est pas clair : à tel point que Félix l'a interprété immédiatement par un acte : il propose à la CE l'exclusion de Gérard et de Naville.

(...)

La CE a décidé de ne pas prendre de sanctions pendant la discussion en cours afin de faire apparaître en pleine clarté, sans réprimer, la ligne politique liquidatrice et la ligne politique conciliatrice-confusionniste dont il faudra en fin de compte se séparer organiquement et pour faire la scission en pleine clarté. Cette position est si forte qu'elle effraie les liquidateurs, ils ont senti le besoin de se masquer pour se maintenir. (..) C'est le Comité régional qui avec Emile, déclare reconnaître la CE et vouloir la renverser, mais par les moyens réguliers de l'organisation. Bref, un changement tactique des liquidateurs qui sous le couvert du Comité régional parisien, organisme régulier, intensifient leur travail fractionnel : édition d'un bulletin intérieur du parti et d'un bulletin d'information, procès verbaux (qui sont tendancieux) des séances d'assemblées générales.

A ce changement assez habile de tactique, il faut répondre par un redoublement de clarté politique dans la discussion afin d'aboutir à la séparation organique nécessaire et conçue comme telle par les véritables oppositionnels de gauche dans la province et dans l'Internationale.» Par contre, il s'oppose à la proposition de Frank qui « *reniant la position de la CE, demande hors de toute clarté l'exclusion immédiate de Gérard-Naville, prétend interdire, avant parution les bulletins proposés par la RP, au lieu de les laisser paraître et d'attaquer leur contenu politique et d'aller jusqu'à l'interdiction si c'est nécessaire mais sur une base claire. Dans la RP, les méthodes de Frank bloquent ou ont tendance à bloquer* ([64]) *avec eux tous les éléments irrésolus : on ne voit plus Crépeau, Berembaum est passé au ¾ aux liquidateurs, Meich devient irrésolu malgré ses sympathies pour Frank sur la conception de la fraction, etc*..»

Si la Ligue avait suivi la méthode communiste, la méthode prônée par la tendance Marc-Treint, elle se serait hissé à la hauteur d'une véritable organisation révolutionnaire et aurait pu jouer un rôle de premier plan dans l'Opposition de gauche internationale. Malheureusement, comme on le verra, elle va retomber dans les mesures bureaucratiques, celles que Vereeken dénoncera quelques années plus tard comme nous l'avons cité ci-dessus. Cela ne nous empêche pas de revenir sur d'autres leçons politiques qui ont été défendues dans la Ligue et qu'une organisation révolutionnaire doit être capable de mettre en pratique.

a/ On n'a pas à défendre de positions pour lesquelles on n'est pas d'accord .

Il est difficile de faire défendre une position par un camarade qui ne partage pas exactement l'opinion de l'organisation sur telle ou telle question politique. D'abord il la défendra mal mais ensuite c'est une technique déstabilisatrice qui ressemble aux nominations de camarades faites par Zinoviev à l'IC pour les annihiler (nomination de Bordiga au secrétariat de l'IC alors qu'il possédait des désaccords profonds avec elle).

La discussion qui a eu lieu le 28 février 1932 à la CE de la ligue sur cette question en présence de Blasco, Craipeau, Marc, Treint, Raymond Molinier, Frank, Walficz plus un représentant de la Fraction de la gauche italienne ([65]), est importante, c'est la raison pour laquelle nous la citons. Il s'agissait de rédiger un texte pour la participation au Congrès du PCF. Treint avait été nommé pour le rédiger mais il avait du mal à

64. Terme utilisé à l'époque pour « faire bloc ».

65 . Il avait décidé qu'un membre du groupe de Paris de la gauche italienne devait participer à la CE de la Ligue.

le faire puisqu'il n'y avait pas accord sur la nature actuelle du PC et sur le rôle de la Fraction, ce qui le gênait.
Nous avons rapporté le contenu de la divergence ci-dessus. La majorité de la Ligue défend l'idée *« que la fraction centriste (*celle qui dirige le PC) *se met encore sur les bases du communisme* (..) *lorsqu'en réalité* (pour Marc et Treint) *le problème est d'arracher le parti à la fraction centriste.»* En conséquence, ces derniers estiment que le redressement ne peut pas se comprendre avec une *« diminution de notre activité fractionnelle et qu'en aucun cas on ne peut y renoncer* » « *Ce qui caractérise la politique de la Ligue c'est que son orientation a été oscillante entre ces deux positions et qu'il faut maintenant mettre un terme à cette oscillation*.»

Treint *« Pour faire un document en commun, il faut être d'accord sur la question principale : le rapport parti/fraction, le centrisme. Dans une situation comme aujourd'hui, le mieux serait que les camarades ayant la majorité fassent le document.* »
Il y a eu, malgré tout, un désaccord sur cette vision dans la CE. Toutefois, la CE a fini par nommer 3 camarades pour essayer de rédiger un document : Treint, Blasco et Naville.

Ensuite cette position sera critiquée par la nouvelle CE de la Ligue ([66]) et citée comme quelque chose d'inconvenant et comme un repoussoir: « *Ne pas imposer aux membres d'une tendance en minorité la défense publique du point de vue de la majorité sur les questions de principe*. »

b/ Il n'y a jamais de questions individuelles dans une organisation politique, les questions sont d'abord politiques.

Trotski avait écrit une lettre au groupe Juif de la Ligue communiste le 15 janvier 1932 ([67]), Cette lettre caractérise les tendances politiques de la Ligue par rapport aux caractères des camarades. A la CE de la Ligue, le premier février 1932, une discussion a lieu sur cette lettre en présence de Frank, Mill, Marc, Auger, Naville, Treint, Voisin et Gérard.
Treint : « *La lettre de Trotski qui ne caractérise pas politiquement la tendance Félix est extrêmement faible*. » (...)
Naville : « *Trotski s'obstine dans des luttes personnelles. (...) Moi dehors, la crise de l'opposition ne serait pas résolue*. (…) *Ce sont des conceptions politiques fausses qui ont entraîné Urbhans dans de fausses voies et il faut critiquer les conceptions correspondantes*.»
Frank : « *Trotski pose bien les questions. La lutte contre Naville et les autres ne peut être sur le plan politique car ils sont irresponsables politiquement.* » (…)
Mill : « *Trotski confirme notre position sur la fraction contre celle de Treint et Raymond, mais il ne le dit pas parce qu'il a des raisons d'organisation. La CE de la Ligue ne représente rien parce que la CE n'a pas donné de bases et que le groupe juif a la majorité de la RP et de la Ligue*. »
Gérard : « *affirme la constance de sa ligne politique contrairement à Frank qui en change constamment pendant la nuit*.(…)
Frank : (…) Il propose « *de blâmer Mill pour la lettre des camarades espagnols qui auraient dû être transmise à Berlin* » ([68]).
Mill intervient sur le fait que le SI [Secrétariat international de l'Opposition de Gauche internationale] est maintenant transféré à Berlin, il dit qu'il « *n'a pas encore de réalité politique*. »
Marc : demande si ce « *SI a été accepté par* [l'ensemble de] *l'Opposition internationale* », il doit « *être composé de sections administratives et politiques.*([69])» Et par conséquent « *il n'est pas besoin de section du SI à Paris, nous enverrons un délégué à Berlin. Pour ce qui concerne Mill, il faut le blâmer ainsi que toute fausse procédure employée jusqu'ici*. » Il est « *d'accord avec la résolution de Treint*. » Il propose *« une résolution sur la limitation du groupe juif en tant que groupe de langue.* » Il demande « *qu'un délégué du CE assiste aux réunions du groupe Juif.* » Puis, il propose que l'on « *réponde aux espagnols et à Trotski en parlant des <u>divergences politiques et non psychologiques</u>*. » (souligné par nous)
Treint : propose que la réponse à Trotski comporte « *une délimitation politique et non personnelle. Il faut un véritable SI créé par une Conférence internationale et les Espagnols doivent avoir un délégué*. »
Naville : (…) « *s'oppose à la résolution de Frank et il se rapproche de celle de Treint* » Il faut « *éviter que cela se reproduise* » mais il ne propose pas de sanction. (...)
Sur le cas Mill : La motion de Treint est adoptée par 4 voix contre 2 ; la motion de Frank par 2 voix contre 4. Cette dernière est rejetée.
Pour la question du SI : la motion de Treint est adoptée à l'unanimité.

Les réflexions rapportées ci-dessus sont capitales, elles rompent avec l'attitude courante qui consiste à éviter les questions politiques en les masquant sous de soi-disant questions individuelles et non pas politiques. Les problèmes entre militants sont, d'abord et au premier chef, des questions politiques. C'est ce que fait ressortir cette

66 . ***La lutte de classes*** numéro 39, 15 juin 1932, page 26

67 . Writings of L. Trotski, 1932 - Pathfinder press, New York – 1973 pages 26 et suivantes. Cf. ci-après.

68 . Mill faisait sa salle petite cuisine, on sait qu'il est devenu un agent du Guépéou et ne tenait pas compte du nouveau secrétariat de Berlin. On sait pourquoi aujourd'hui !

69. Le terme adéquat serait comité technique.

discussion que nous avons longuement citée et qui est très instructive pour le bon déroulement des débats politiques et la bonne marche des organisations politiques révolutionnaires.

c/ La centralisation du travail : exemple du groupe juif.

Réunion de la CE du 19 octobre 1931 présents : Molinier, Treint, Félix, Frank et Alfredo ([70]).
Frank pense qu'il « *vaut mieux mettre tous ses efforts dans* ***La Vérité*** *que dans le journal juif* » (il s'agit de ***Klorkheit*** **-** Clarté)
Vote d'une résolution : « *la parution de* ***Klorkheit*** *se fera s'il n'y a pas de problème pour* ***La Vérité »,*** acceptée par 5 voix contre une celle de Félix.

A la réunion du CE, du 15 novembre 1931 en présence de Craipeau, Frank, Treint, Naville, Félix, Voisin, Marc et un camarade de province : Florence, Treint « *dénonce l'attitude du groupe juif qui n'a pas voulu participer à la souscription pour* ***La Vérité*** ». Cette situation montre les difficultés de la Ligue à travailler comme une véritable organisation et à ne pas tomber dans le fédéralisme.

d/ Organisation du Comité de rédaction (CR).

Dans cette période le CR était organisé sur la base d'un compromis entre les différents groupes appartenant à la Ligue : tendance de Naville, de Molinier, de Treint et du groupe juif, comme il ressort de la réunion de la CE du 15 mars 1932 où Molinier propose Nelly Rousseau et Sarah (tendance Treint), Gérard (tendance Naville), Fuchs et Fosco (tendance Molinier).
Naville indique fort justement « *qu'il ne faut pas créer un CR de manière fédéraliste* »
Treint : « *il faut préciser 1°/ les groupes de travail sont des groupes de travail pratique, donc il n'y a qu'un seul camarade qui est responsable 2°/ On ne peut pas nommer un CR à partir de groupes ; sinon c'est lui donner des fonctions politiques*. (..) *Pour former une équipe, il faut une base politique. Nous n'avons pas la majorité dans la région parisienne, que la majorité fasse son comité en laissant participer la minorité.* »
Marc : Propose « *comme solution provisoire de compléter le CR actuel avec 2 ou 3 camarades.* »
Ils passent au vote. Pour la décision de changer le CR 3 voix sur 3 et de le compléter 3 voix sur 3 également. Les choses en restent là.

4/ Méthodes bureaucratiques pour l'exclusion du groupe Marc/Treint.

Brusquement à partir d'avril 1932 les relations s'enveniment au sein de la Ligue ; elle se dirige vers la crise.
Procès verbal de la CE du 7 avril 1932 en présence de Craipeau, Blasco, Frank, Molinier, Marc, Treint (Feroci ([71]) non membre de la CE, était présent).
Treint lit la résolution suivante : « *A la dernière CE une résolution fut présentée par le délégué de la région parisienne en faveur de la renonciation à dissoudre* [le groupe de] *la région parisienne ou à en provoquer la scission avant d'avoir fait la pleine clarté politique dans toute la Ligue sur les questions faisant l'objet de divergences*.
Les camarades du secrétariat ont voté contre cette proposition et, d'autres part, ils n'ont pas encore délivré les cartes de 1932 malgré les demandes réitérées de la région parisienne.
Ainsi le secrétariat démontre une fois de plus sa volonté de disloquer la région parisienne et d'en reconstituer une nouvelle en pleine confusion politique.
Les camarades soussignés, membre de la CE repoussent cette politique funeste du secrétariat en déclarant devant toute la Ligue que de telles pratiques mènent l'organisation à la ruine.» Signé : Marc-Treint.
Raymond Molinier en fin de discussion lit la motion suivante
« *La CE repousse les insinuations et affirmations erronées, non fondées de la résolution Marc, invite les camarades à faire tous les efforts pour, dans une large discussion politique, assurer le maximum de vitalité à l'organisation par l'action coordonnée et disciplinée, facteur décisif d'une véritable élaboration politique*. »
Adoptée par 4 voix contre 1 (Marc) et une abstention (Treint).

La lecture de cette motion montre que Molinier préparait réellement une nouvelle manœuvre ce que la suite montre bien.

Procès verbal de la CE du 20 mai 1932 présents Blasco, Naville, Craipeau, Frank, Molinier en l'absence de Marc et de Treint.
Blasco : « *La CE a décidé de dissoudre la Région parisienne et nous a confié la tâche de la reconstruire. Tous les anciens membres doivent donc demander leur réintégration sur la base de la résolution et de la discussion.* »

A la CE du 31 mai 32 en présence des 5 précédents et de Giacomi. ([72])
Treint est présent avec une lettre. Après la lecture de la lettre. Molinier dit : « *je propose qu'on enregistre que ces camarades ne sont plus de la Ligue.* »
Treint : indique que « *c'est en violation des décisions de la CE élargie*.»

70 . Certainement un membre de la Gauche communiste italienne : Bruno Bibbi dit Alfredo.

71. Alfonso Leonetti (NOI).

72. Mario Bavassano dit Giacomi dit Rey, membre de la NOI.

Treint est de nouveau présent à la CE du 7 juin 1932 avec une lettre signée de la Fraction de gauche qui s'est reconstituée.
Blasco dit « *Les signataires de cette lettre sauf le camarade Capdeville n'ont pas signé le questionnaire. Ces camarades ont la prétention de constituer la « Fraction de gauche ». alors qu'est-ce que la Ligue ? Nous ne pouvons accepter une chose pareille.* (…) *il n'est pas possible d'entrer dans l'organisation avec un tel document sans la briser*. »
(..)
Naville : (..) « *Vous devez retirer cette déclaration sinon vous vous trouvez en dehors de la Ligue* ».
A cette réunion on apprend que les camarades du Groupe juif vont convoquer une réunion de la région parisienne.
Blasco est nommé pour s'y rendre mais sans considérer cette réunion comme une véritable réunion de la Région parisienne puisque cette réunion est 'illégale' en regard de la nouvelle politique du secrétariat.

La lecture des 2 comptes rendus de la CE cités ci-dessus, montre les efforts faits par les membres de la Fraction de gauche pour faire revenir la Ligue sur sa décision et malgré tout il est reproché aux camarades d'avoir pris la responsabilité d'avoir quitter la Ligue : « *Les camarades Treint et Marc ont pris, dans les circonstances présentes, la lourde responsabilité de quitter la Ligue malgré les possibilités que leur donnaient pleinement les décisions de la CE élargie de défendre leurs points de vue au sein de l'organisation*. » ([73])

Entre temps la Fraction de gauche après sa création commence à éditer son bulletin l'***Etincelle***, il ne lui reste plus qu'à faire appel au Secrétariat international (SI) pour demander à être réintégré ce qu'elle fait par une nouvelle lettre en réponse au secrétariat. Nous publions ci-après cette lettre du 29 août 1932 car elle nous semble expliquer très correctement ce qui s'est passé au sein de la Ligue.

LETTRE OUVERTE AU SECRETARIAT INTERNATIONAL

Chers Camarades,

Nous avons reçu enfin une lettre du secrétariat International. Quand nous écrivons "nous" c'est une façon de parler, car nous sommes obligés de compter non seulement avec 1e contenu mais encore et beaucoup avec le procédé, la façon par laquelle cette lettre nous fut transmise.

Rappelons en quelques mots le déroulement des évènements. Le lendemain de la C.E. Elargie de la Ligue du 15 mai, la direction Molinier, après la démission de la majorité des camarades de la C.E. (cinq camarades ([74])), restée seule, par une manoeuvre habile et bien jouée, est arrivée au but qu'elle s'est tracée : se débarrasser à tout prix des camarades qui la gênaient dans sa main mise sur l'organisation. Cela, à tout prix, même au prix de la scission. Nous avons pour notre part alerté immédiatement les camarades et les sections étrangères. Dans une lettre que nous avons publiée dans notre premier bulletin, nous nous sommes adressés au Secrétariat International; depuis, nous avons envoyé une seconde lettre - mais aucune réponse.

Le SI, comme organisme suprême, avait évidemment le devoir et le droit d'intervenir et de régler de la meilleure façon la crise dans l'opposition en France. Il a mis trois mois pour réfléchir et prendre position.

Dans notre lettre, nous proclamions que nous restions membres organisés de l'opposition internationale. Nationalement, nous proclamions notre ferme volonté de travailler pour l'unification de l'opposition en France qui compte aujourd'hui trois groupes : la Ligue, notre Fraction de gauche et l'opposition du XV ème Rayon (Rayon : il s'agit de la nouvelle organisation du PCF calquée sur le parti bolchevik : un rayon représente plusieurs cellules).

C'est dans cette intention et pour faciliter la tache que nous demandions en tant que groupe d'établir des contacts directs et permanents avec le Secrétariat International. Telle fut, sans rien cacher, sans mesquines manoeuvres, notre attitude, et telle elle restera. En réponse, nous recevons une lettre de la C.E. de la Ligue où l'on nous apprend que "*la CE de la Ligue a décidé de vous communiquer la lettre du S.I.*". Chose étrange et qui frappera chaque oppositionnel, les lettres du SI doivent passer a priori par la cen-su-re du groupe Molinier, baptisé CE de la Ligue. Ainsi le SI n'est pas libre de communiquer avec d'autres groupes que par la bonne volonté de la C.E. Et, si 1a direction de la Ligue avait décidé le contraire? Voilà une question que tout oppositionnel de bon sens se posera et nous la posons tout haut à l'opposition internationale.

Peut-être le S.I. n'attache-t-il pas d'importance à notre groupe, c'est possible. Mais alors, il faut bien se 1e dire, nous ne cesserons pas pour cela d'être un groupe oppositionnel. Personne ne peut nous enlever ce titre, seulement ce qui est vrai, c'est que le Secrétariat cesse alors d'être international, ne représentant pas tous les groupes oppositionnels.

Nous ne croyons pas que le Secrétariat a nettement choisi cette orientation Le fait d'avoir écrit cette lettre, même sous 1a censure du groupe Molinier, le prouve. Alors, pourquoi ce chemin détourné, compliqué? Pour ne pas nous donner de poids? Pour avoir l'air de ne pas nous apercevoir? C'est plus que de l'enfantillage, c'est ridicule. La politique de répondre sans répondre tout en répondant, n'a rien de 1a

73. ***La lutte de classes*** numéro 39, 15 juin 1932, page 21

74 . Cinq sur sept ce qui veut dire que les seuls à avoir voté pour était Molinier et Craipeau. (ce dernier sous toute réserve).

franchise communiste; c'est de la manoeuvre pure, et n'apporte ni victoire, encore moins de la gloire, à ceux qui l'emploient.

Dans l'intérêt de l'opposition et pour la Cause, le S.I. devrait bannir ces petits procédés et cela serait déjà un grand pas en avant dans la voie de 1'unification et du renforcement de l'opposition nationale et internationale.

****

Quoi qu'il en soit, nous remercions la CE d'avoir bien voulu "*décider de nous communiquer*" la lettre du SI. Voyons le fond de la lettre. Vous commencez par nous reprocher d'avoir quitté l'opposition internationale. Qu'y a t-il de sérieux dans ce reproche? Nous répétons, une fois de plus, que nous n'avons ni quitté, ni songé un seul instant de quitter l'opposition internationale. Nous continuons à défendre et à lutter pour les idées de l'opposition qui sont les nôtres. Voulez-vous dire que quitter 1a Ligue signifie quitter l'opposition internationale, cela n'est ni exact ni juste. Ce n'est pas nous qui avons quitté la Ligue, mais nous en avons été mis en dehors au lendemain de la C E Elargie, sans aucune raison, par une C.E, de quatre membres, après la démission de cinq, c'est-à-dire par une minorité. Il est vrai qu'on nous a permis de demander notre réadmission, ayant bien soin de faire de telles conditions ambiguës pour la réadmission qu'il nous fut impossible de les signer. Où donc voyez-vous, chers camarades, notre "*faute grave*" d'avoir "*quitté*" la Ligue quand il y a manifestement exclusion et conditions de réadmission dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu' elles sont faites dans un esprit qui les rende inacceptables.

Au lieu de chercher midi à quatorze heures, notre grave faute, il faudrait plutôt se demander quel est le motif qui a poussé le groupe Molinier à la scission par l'exclusion et des conditions de réadmission. Si vous posez ainsi la question, vous y trouverez ce mauvais régime intérieur que vous dites ne pas voir. Vous y verrez que si la discussion est permise, elle l'est dans la mesure ou cela plait au groupe Molinier qui dispose à son gré des moyens matériels et financiers de l'organisation et qui peut déclencher ou arrêter brusquement tout débat : c'est ainsi que parait ou ne paraît pas le bulletin intérieur on toute autre publication selon la volonté du groupe Molinier. Certes, avec pas ma1 d'erreur s et de déformations, le groupe Molinier s'efforce de suivre une politique oppositionnelle. Il fait de gros sacrifices d'argent pour propager le point de vue du camarade Trotski et publier ses oeuvres, mais le groupe Molinier en s'assurant la prépondérance par des moyens non politiques, fait de la Ligue, plutôt une société d'éditions des oeuvres du camarade Trotski, montée sur le mode capitaliste, (ce qui n'est pas sans utilité) qu'une véritable organisation de l'opposition de gauche.

Quitter la Ligue, en être exclu, n'y pas rentrer, cela peut-il signifier être hors des rangs de l'opposition internationale ? Non, pas aujourd'hui. Tant que, régnera un tel régime, un tel chaos politique, où les moins valeureux mettent l'organisation sous leurs bottes par la seule vertu de posséder plus d'argent, il ne saurait exister une organisation groupant tous les oppositionnels, groupes et nombreux camarades isolés, une organisation vraiment nationale.

La courte histoire de la Ligue est l'histoire des continuelles scissions, exclusions, départs en groupes et individuels; bien plus, 1a Ligue n'a jamais groupé toute l'opposition en France. L'existence depuis trois ans d'un groupe ouvrier oppositionnel comme celui du XV ème Rayon, qui n'a jamais voulu adhérer, estimant la Ligue inhabitable, est un témoignage qui doit vous en dire long.

l1 s'agit bien moins de proclamer que tel ou tel groupe est l'opposition en France - cela ne donnera rien. Il s'agit de créer des conditions telles qu'elles permettent la cohabitation, la collaboration de tous les oppositionnels. Cela suppose, en plus d'une politique juste, encore une démocratie véritable et non en paroles. Cela exige que tout camarade ait les mêmes devoirs et aussi les mêmes droits, que chaque rentrée d'argent soit inconditionnée, que seule l'organisation puisse disposer de l'argent et l'utiliser comme elle le juge bon. Cela suppose un contrôle financier permanent, une tribune de discussion permanente dans tous les organes, et notamment dans la Vérité. En un mot, la démocratie ouvrière et non celle permise par un bailleur de fonds. ([75])

Voilà pourquoi nous luttions à l'intérieur de la Ligue, ce pourquoi nous fûmes exclus de la Ligue. Le secrétariat n'a-t-il rien à dire dans ceci ?

****

Ce qui a servi comme leitmotiv à la campagne menée contre nous furent notre soi-disant théorie du deuxième parti et nos "*principes d'organisation anti-communistes.*"

Nous ne nous arrêterons pas dans cette lettre sur les divergences politiques. Nous avons exposé nos positions sur la question en discussion des fraction et parti, du rôle de la fraction et du caractère du centrisme, dans des documents publiés qui sont à la portée de chaque camarade et dont le SI a eu connaissance en son temps. Le SI a eu tort â notre avis de ne pas intervenir dans ce débat que nous jugeons de première importance. Le silence du camarade Trotski est aussi inexplicable qu'injustifié. Le débat n'a pas un caractère national mais international, et d'autres sections l'ont soulevé, comme par exemple la Fraction de la gauche italienne**.**

Pour préciser, il faut dire que pendant des mois le groupe Molinier s'est traîné sur les questions politiques à notre remorque, et ne vit de divergences que quand elles menacèrent le mauvais régime intérieur instauré par lui. C'est ainsi qu'après avoir voté notre contre-thèse au 7ème Congrès du parti français, Raymond Molinier, quelques semaines après, à la CE élargie, la désavouait dans une volte-face burlesque. Les divergences politiques persistent et, s'aggravent par l'inconsistance et le va-et-vient politique de ce groupe même ; mais, quoi qu'il en soit, elles ne sont pas telles qu'elles nécessitent une séparation organique.

75. Le bailleur de fonds est Molinier.

L'accusation de notre tendance pour un deuxième parti n'est lancée que par l'incompréhension totale du problème et pour cacher son propre vide et nous discréditer par une calomnie de plus. A cette calomnie, nous opposons nos documents et thèses, écrits.

La deuxième accusation de nos soi-disant conceptions organisationnelles anti-communistes est encore plus piteuse et tombe lamentablement devant un examen un peu sérieux.

Dans votre courte lettre, vous faites le procès de cette accusation. Dans la Ligue, nous défendions le droit pour des camarades en désaccord de ne pas être les porte-parole à l'extérieur des conceptions de la majorité qu'ils combattent à l'intérieur. Ce droit élémentaire et juste était représenté par le groupe Molinier comme une monstrueuse indiscipline. Cela prouve combien ces camarades sont encore attachés à la méthode centriste dont beaucoup d'oppositionnels gardent encore le souvenir avec amertume. C'est contre cette pratique néo-zinoviéviste de la Ligue que nous nous sommes dressés et qui a valu l'épithète, indisciplinés. Sur ce point, vous nous donnez entièrement raison. Qu'a à dire le CE de la Ligue là-dessus?

****

Nous venons d'examiner dans son ensemble la situation de l'opposition en France. Nous venons de voir ce qui reste des accusations mensongères lancées contre nous, mais aussi les véritables raisons qui furent à la base de la scission, de l'exclusion et qui sont encore à la base de l'éparpillement des forces Oppositionnelles en France. L'opposition internationale a une tache historique immense à accomplir, de régénérer le mouvement communiste mondial devant les erreurs et les faillites de la fraction stalinienne qui dirige l'Internationale.

Seule l'opposition internationale porte le drapeau communiste ; c'est sous ce drapeau qu'il nous faut travailler pour rassembler toutes les forces communistes vivantes et cela ne pourra être fait qu'en se débarrassant des tares stalinistes dans nos propres rangs. Une politique juste est impossible dans un régime intérieur mauvais. Politique juste et régime intérieur de centralisme démocratique sont inséparables. La dégénérescence de l'un conduit à la dégénérescence de l'autre. L'histoire de la Troisième Internationale est là pour nous servir d'exemple.

Nous restons membres de l'opposition internationale parce que nous sommes oppositionnels. Nous vous redemandons d'être rattachés au secrétariat international et, avec vous, d'y travailler pour l'unification de l'opposition en France sur une base solide.

Vive l'unification des forces oppositionnelles ! Vive l'opposition internationale !

Salutations communistes

Pour apporter quelques clartés supplémentaires sur l'ampleur de la crise de la Ligue après la dissolution bureaucratique de la Région parisienne, nous citons également ci-après la lettre du camarade Berembaum à la Commission exécutive de la Ligue communiste du 20 mai 1932. ([76])

« En réponse à votre lettre de demande d'adhésion à la Section française de l'Opposition de Gauche, je déclare ne pas pouvoir l'accepter pour les raisons suivantes :

1°) - Parce que la dissolution de la RP fut adoptée à la C.E. Elargie sous la pression du secrétariat tandis que les délégués de province ont constamment affirmé qu'ils ne comprennent rien à ce qui se passe dans la R.P

2°) - A cause de la privation du droit de vote de trois membres de la CE régulièrement élus à la Conférence Nationale.

3°) - Parce que le Secrétariat a décidé la dissolution de la R.P. non pour la réorganiser sur des bases plus saines, mais seulement pour se débarrasser de toute responsabilité pour la politique fausse qu'il a mené avec Treint-Marc.

4°) - Parce que la dissolution de la R.P. fut décidée dans le but de se débarrasser de ceux qui ont vigoureusement combattu sa politique fausse et ses méthodes de travail qui ont ruiné la Ligue, pour pouvoir après, sans être empêché par personne pour faire bloc avec le groupe Naville à l'intérieur de la Ligue et avec les éléments ouvertement opportunistes hors de la Ligue (Jacob et Cie). (Voir à ce sujet la Lettre Ouverte au Rayon de Belfort - ***Vérité*** N° 116)

En plus de toutes les causes nommées plus haut, il y en a encore d'autres qui m'empêchent d'accepter les conditions de la C.E.

1°) - Les conditions politiques équivalant à la condamnation de ma ligne politique, soutenue en plein accord avec les autres camarades du groupe juif et à capituler devant … le Secrétariat. Ni la CE, ni la CE Elargie n'ont adopté aucune position politique; une capitulation pareille serait plus dégoûtante que la capitulation devant la direction de l'I.C. parce que celle-ci nous demande de capituler devant les aventures, les caprices et la volonté du Secrétariat.

2°) - La résolution de la C.E. condamne les positions politiques du groupe juif sur l'unité syndicale et sur la question allemande. En ce qui concerne la première question (unité syndicale) la CE, tout en condamnant, accepte la position que le groupe juif a défendue, c'est-à-dire "le Congrès de fusion" mais ajoute la confusion par l'interprétation "congrès de fusion" égale rentrée en bloc dans la CGT réformiste dans le seul but de laver la position antérieure du Secrétariat et lui permettre à l'avenir de poursuivre des interprétations plus ou moins fausses et dangereuses. Sur la question allemande, ni la C.E., ni la CE Elargie ne se sont jamais prononcées.

3°) - Les points de la résolution sur les questions d'organisation avec laquelle je suis d'accord sont néanmoins inacceptables parce que la C.E. les tient obligatoires seulement pour une partie des camarades de la Ligue et non pour toute la Ligue et surtout pas pour le Secrétariat. Un cas des plus récents le démontre

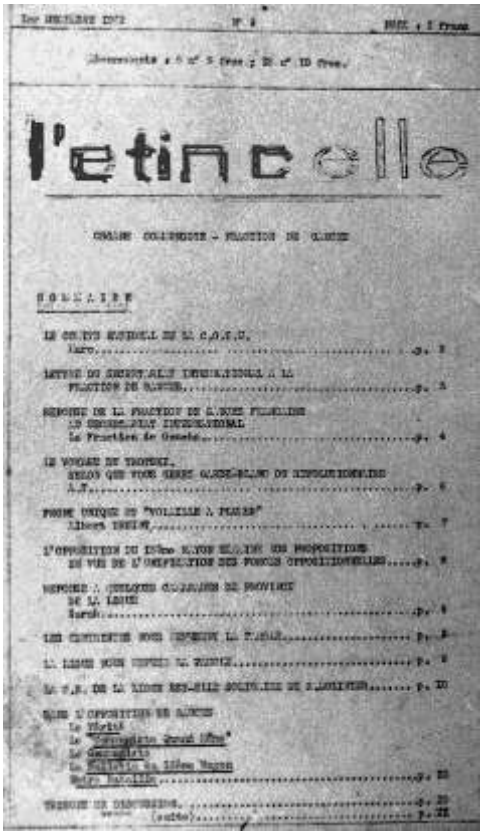
76 . Lettre de Maurice du 4 juin 1932 rédigée avec la même orientation – publiée ci-après - in archives IISG d'Amsterdam.

le mieux : la C.E. Elargie (CEE) a décidé de publier dans "La lutte de classes" une lettre des camarades de la Ligue à tous les membres de l'O.G. Mais le Secrétariat a trouvé moyen de ne pas exécuter la décision qui le gêne. Voilà comment notre direction respecte les décisions des organes dirigeants. Nous apportons seulement ce seul exemple parce que c'est le premier après la CEE et il illustre pour le mieux le vrai contenu des discours solennels du Secrétariat à la C.E.E. sur l'organisation, la discipline, et met à nu le sens réel des conditions qu'on pose à moi et aux autres camarades.

En accord avec les autres camarades, nous allons faire appel au S.I. et autres sections de l'O.G. contre l'arbitraire de dissoudre la R.P. et nous espérons que cette fois-ci, conscients de leurs responsabilités, ils feront tout le nécessaire pour nous aider à faire de la Ligue française une organisation qui puisse remplir les tâches que l'état du PCF et la situation objective demandent d'elle. »

Salutations communistes.

Berembaum.


l'etincelle

**

*

Après l'exclusion de la Fraction de gauche de la Ligue Communiste qui représente une dizaine de camarades, c'est au tour des 35 autres militants d'être exclus de la région parisienne ([77]) en septembre 1932. La Ligue communiste est une organisation moribonde après la crise et « l'expérience » Molinier. Au total, plus de 45 camarades ont quitté la Ligue un an après (1931) le départ du groupe du ***Communiste***.

77 . Beaussier, Boulgar, Charles, Christian (R = Roumanie), Dimitri Yotopoulos "Witte" (G = Grèce), Maurice Doudain, Drucker, Edmond (P = Pologne), Emile, Georges (P), Mario Bavassano dit "Giaccomi" (NOI = Nouvelle Opposition italienne), Robert Glasmann (né le 13 juillet 1913 - imprimeur), Guimel, Jean Tchernobelsky dit Jean-Jacques, Joseph, Kouléche (P), "Laroche" Szaja Schönberg (chimiste), Lastérade, Lax, Lew, Louise (G), Lucien, Marcelle (P), Martin (R), Mayer, Paul W (P), Paul, Robert, Roger (P), Saval, Teresa Recchia (NOI), Tomek, "Turin" (NOI), Victor (R), G. Walfiez dit Paul.

Lettre de Claude Naville à Gaston Davoust, archives Davoust.

Chapitre - 4 – La Fraction de gauche et son combat politique

Après avoir été exclue de la Ligue par des méthodes bureaucratiques inqualifiables, la Fraction de gauche assume pleinement ses désaccords sur les questions d'organisation et de droits des minorités. Celle-ci ne reste pas sur cet échec et n'accepte pas l'éclatement des forces révolutionnaires. Elle fait quelques mois après, la proposition d'une conférence d'unification des groupes de l'Opposition, et notamment un de ses membres, Marc, s'en fait le fervent promoteur.
Après son exclusion de la Ligue communiste en mai 1932, la Fraction de gauche fait paraître 9 numéros de L'***Etincelle*** de mai à décembre. C'est à cette époque qu'Henri Barré rejoint les militants et la Fraction après avoir prôné l'entrisme dans le parti ouvrier et paysan de Sellier ([78])
C'est ainsi que nous retrouvons, de nouveau, tous ces groupes, au début de 1933, en tant que protagonistes d'une nouvelle conférence d'unification. Mais auparavant, la "Fraction de gauche" connaît une nouvelle scission avec le départ de Treint et de Nelly Rousseau, rejoints quelques mois après par A. Capdeville. La scission s'effectue sur la question de la nature de l'URSS : Treint considère que l'URSS n'a plus rien d'ouvrier.
Les événements de la Conférence d'unification des forces oppositionnelles de 1933 sont connus ([79]) et relatés dans la brochure du CCI qui a publié le bulletin spécial contenant les documents préparatoires pour cette conférence.

Ce qui nous importe, ici, c'est de voir à la lumière de cette expérience qu'elle est le rôle d'une fraction politique d'un ancien organisme du prolétariat qui dégénère. La fonction politique d'une fraction est de tenter de redresser l'organisation d'où elle provient, d'assurer la continuité politique et organisationnelle et de faire le bilan de l'organisme politique qui a failli.

Mais quel est son rôle politique ? Cette question a rarement été traitée.

I –Quel est le rôle politique d'un organisme de la classe ouvrière ?

Le rôle politique est semblable à celui de tout organisme du prolétariat. Il n'y a pas de distinction politique à faire. Le rôle d'une fraction est donc le même que celui de n'importe quel organisme politique de la classe, ce qui les distingue c'est, pourrait-on dire, " l'intensité ", le degré d'insistances sur un domaine ou sur un autre en fonction de la période historique et de la situation dans laquelle elle se trouve.

Pour définir le rôle politique d'un organisme politique de la classe ouvrière, faisons appel à ce que dit la Fraction italienne sur le rôle d'une fraction dans sa " CONTRIBUTION DE LA FEDERATION PARISIENNE DE LA FRACTION DE GAUCHE DU P.C.I. à la CONFERENCE D'UNIFICATION DES GROUPES COMMUNISTES de GAUCHE " (cité dans ***Contribution à l'histoire de la Gauche Communiste en France*** – brochure du CCI).
(….)
" *5°) - Les tâches de la fraction de gauche du P.C.F. sont :*

a) Réexamen sur la base des principes marxistes établis au 2ème Congrès de l'I.C. de toute l'expérience du prolétariat international, dont elle se rappelle et revendique en entier.

b) Cet examen doit être fait en relation avec toutes les défaites du prolétariat international et en connexion avec les caractéristiques de la situation actuelle, des luttes passées et présentes du prolétariat français contre sa propre bourgeoisie en particulier, et sur l'échelle internationale dans le but d'enrichir les armes du prolétariat international contre le capitalisme.

c) Par son activité au sein du prolétariat et par sa volonté de résoudre les problèmes de la crise communiste, forger des cadres capables de répondre aux exigences de la lutte révolutionnaire quand des événements de grande envergure se présentent, ou par la trahison ouverte des partis officiels, nécessité sera faite aux fractions de gauche de reconstituer les partis communistes.

d) Sur la base des principes ci-dessus exposés, une intervention active dans toutes les manifestations de la lutte de classe en France, la fraction de gauche procédera à l'élaboration d'une plate-forme politique qui synthétisera l'expérience du prolétariat français et international, qui s'efforcera d'être aussi la réponse de l'avant-garde consciente du prolétariat français, face à la bourgeoisie et à la bureaucratie centriste en même temps qu'elle sera la prémisse indispensable pour la création des cadres qui devront conduire demain le prolétariat français à sa victoire d'Octobre. "

78 . ***La bataille ouvrière*** (journal de Treint) numéro 1 premier juillet 1933, page 6.

79. Cf. Contribution à l'histoire de la Gauche communiste, La Gauche communiste de France, CCI.

C'est une leçon magistrale que nous donne la Gauche italienne (GI).
Le rôle d'une fraction n'est pas uniquement de faire le bilan de l'organisation qui a failli. Car, on le comprend bien, le véritable bilan politique ne peut se faire en chambre, il se construit dans le feu de la lutte de classe, au creuset de ses expériences politiques.

II – Qu'a fait la Fraction de gauche (l'*Etincelle*)?

De façon systématique, reprenons l'exemple de la GI en l'appliquant à la Fraction de gauche.

I – faire le " *Réexamen sur la base des principes marxistes "* de l'expérience de l'IC.

II – le faire en relation avec *" son activité au sein du prolétariat "*. Nous avons vu la discussion qui a eu lieu au sein de la Ligue communiste sur la nature du PCF et comment il fallait intervenir dans la CGTU. La Fraction de Gauche défendait une position correcte face à la majorité de la Ligue Communiste en déployant le drapeau de l'Opposition de gauche.

III - réaliser " *une intervention active dans toutes les manifestations de la lutte de classe en France, la fraction (...) procédera à l'élaboration d'une plate-forme politique qui synthétisera l'expérience du prolétariat (...) international ".* Ils interviennent dans tous les meetings du PCF sous forme de tracts ou d'affichettes. Ils soutiennent le PC dans les élections et participe activement à son congrès. Ils organisent des réunions publiques partout où c'est possible pour défendre leurs orientations.

IV - Faire un véritable travail politique, ce qui consiste à développer:
- ***Les bases politiques de l'organisation***. Dans les premiers temps dans les groupes oppositionnels, l'on intégrait que des anciens du PCF puis, par exemple, une année après l'existence de la Ligue communiste, les jeunes militants n'ayant aucune expérience politique antérieure, sont acceptés.

- Le travail politique de masses.

Citons la lettre de la GI à l'ex groupe du XV° Rayon : « *Vous écrivez dans votre lettre du 19 janvier1932 : "en effet, il nous est apparu que la principale caractéristique du mouvement oppositionnel, c'est que, comme le parti, il est coupé des masses". Nous croyons devoir comprendre ainsi ce passage : aucun travail politique et communiste n'est possible qu'à la condition d'agir en relation avec le mouvement de la lutte des classes ; tout le travail du parti et du mouvement oppositionnel en général, n'étant pas basé sur les principes de la lutte de classe a fini par déterminer un dégoût salutaire chez les prolétaires révolutionnaires qui se regroupent dans le XVème rayon. "* (in : ***BULLETIN PREPARATOIRE DE LA CONFERENCE POLITIQUE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE*** - *avril 1933* - lettre de février 1933 Commission Exécutive de la **"FRACTION DE GAUCHE DU P.C.I.**").
Toute Fraction politique qui n'assume pas toutes les tâches politiques pour lesquelles elle a été créée, pour le futur et la nouvelle organisation en devenir, est destinée à échouer dans son rôle et sa fonction. L'exemple de Trotski est là pour nous l'enseigner. Il n'a pas assumé ses responsabilités de Fraction jusqu'au bout et il n'a pas été capable de se hisser au niveau de la Gauche communiste italienne.
Par contre, la Fraction de gauche dès sa séparation de la Ligue communiste publie un journal ouvrier l'***Etincelle***. C'était le seul moyen d'assumer et de poursuivre son travail politique.

V - Proposer immédiatement, le regroupement des forces oppositionnelles ou au minimum la discussion politique entre elles. C'est ce que fait la Fraction de gauche dès son exclusion de la Ligue.
Dans la lignée du point précédent. Il faut remarquer qu'elle ne se conçoit pas seule. Elle ne conçoit pas qu'elle peut faire le bilan politique toute seule, c'est immédiatement dans le travail de regroupement des forces révolutionnaires qu'elle s'engage.

**

L'intervention dans la lutte de classe est fondamentale pour une fraction. Il faut, cependant, ne pas aller jusqu'à la création d'un nouveau parti ou « un deuxième parti » (discussion des années 30 dans l'Opposition) tant que l'ancienne organisation n'a pas trahi, les principes communistes et la classe ouvrière.
La position oscillante de la Ligue communiste et de Trotski sur le sujet ne lui a pas permis d'acquérir une ligne politique solide. Ne pas 'coller' à l'IC et au PC leur paraissait comme tomber dans la volonté de créer un deuxième parti. C'est faux !
La position correcte se situe entre les 2 positions. Redresser l'ancien parti. Oui ! Mais en assumant ses responsabilités jusqu'au bout, jusqu'à faire le bilan du programme politique de l'IC, il ne servait à rien de répéter ses 4 premiers congrès.

Lettre de Maurice à la CE de la Ligue Communiste. ([80])

Paris, le 4 juin 1932

Chers camarades secrétaires,
En réponse à votre lettre du 20 mai, (parvenue un peu plus tard) je vous fais parvenir ma feuille d'adhésion en y ajoutant la déclaration suivante que je viens vous demander de bien vouloir communiquer aux organismes responsables et publier dans l'organe intérieur à la Ligue (sous la signature : Maurice).

Déclaration.
Par une circulaire adressée le 20 mai à chaque membre de la Ligue, dans la RP, la CE informe les camarades des décisions prises par la CE élargie du 15 mai 1932.
1°/ La première de ces décisions est la dissolution de la RP et sa reconstitution par la ré-adhésion individuelle ; le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on se trouve en présence d'une méthode d'organisation assez curieuse ; la fraction stalinienne pourrait, elle aussi à l'occasion, dissoudre une cellule, un rayon, une région contaminée par le « trotskisme » et les reconstituer par l'adhésion individuelle des 100% ! Cela ne changerait pas beaucoup, je crois, la situation du Parti par rapport à la classe ouvrière.
Je crois au contraire nécessaire que tous les camarades restent groupés dans la Ligue jusqu'à ce que la clarification politique (sur tous les problèmes) détermine éventuellement, soit une épuration, soit une scission dans l'organisation française de l'Opposition de Gauche.
2°/ Ce qui est capital, c'est que l'organisme de direction (nommé arbitrairement ou non) se mette au travail pour élaborer la plateforme politique de la Ligue communiste, qu'une discussion générale puisse avoir lieu avec la possibilité pour chacun d'apporter amendement ou contre-thèse et qu'une seconde conférence nationale prenne position sur telle ou telle plateforme politique.
C'est seulement quand ce travail sera fait que nous saurons réellement quelles positions prendre dans toutes nos organisations, comme oppositionnels de gauche, et qu'il sera possible d'exiger effectivement la discipline, l'acceptation des décisions et la défense des positions qui seront prises par la direction issue d'une telle C.N. ([81])
Cela est extrêmement urgent et personne ne voudra le contester, car continuer l'activité passée et présente dans la confusion, les zigzags et les soubresauts que chacun connaît, ne peut mener qu'à la dégénérescence complète et la disparition de l'Opposition de Gauche en France (il serait peut être plus juste d'écrire ; cela empêchera non seulement la croissance mais la naissance de l'O.G. en France).
3°/ La seconde décision concerne les conditions d'adhésion et ré-adhésion à la Ligue ; la question est posée comme la fraction stalinienne la pose pour la réintégration dans le Parti : *« Reconnaissez-vous justes les décisions prises par tel congrès et vous engagez-vous à les défendre partout ?* ».
Chaque membre de la LC peut dès maintenant prendre l'engagement de défendre les décisions et les positions qui seront prises par les organismes responsables de l'organisation, mais cela ne sera effectivement possible que lorsque l'organisation aura clairement et nettement défini ses positions fondamentales parce que c'est seulement à ce moment que les organes responsables représenteront réellement une ligne politique que chaque membre sera tenu de défendre hors de l'organisation.
4°/ je n'ai rien à retrancher de la lettre que j'ai adressée à la CE (publiée dans le Bulletin intérieur de mars 1932) et je renouvelle mon acceptation de la résolution sur : Notre recrutement et notre structure, adoptée par la CN d'octobre 1931, en indiquant cependant l'urgente nécessité de développer son second paragraphe par l'élaboration de la plateforme politique de la Ligue.

Bien entendu, je me réserve le droit (comme tout membre de l'organisation) d'apporter mon point de vue, au cours de la discussion dans la Ligue, sur telle ou telle méthode.

****

Réponse de Trotski au groupe juif de la Ligue communiste

15 janvier 1932

Your declaration is an anti-Communist document and shows to what a fatal path the present leaders of your organisation have led the group of Jewish workers.

1. You have recalled Comrades Felix and Foucs from the Executive Committee of the League in order to withdraw your "responsibility" for the direction of the League; this constitutes an act of sabotage. The conference elected a definite leadership. You are placing yourselves above the conference, above the League, and you are sabotaging the leading body of the League.

Basically this is an action of splitting the organisation. For the leaders of your group, this is a demonstration, a "vote of no confidence," in a word, a parliamentary game. This is not the way proletarian revolutionists act; it is the way of petty-bourgeois anarchists, who scoff at parliamentarism in words but imitate it in deeds.

2. What reason have you given for leaving the Executive Committee? My circular letter. But is the Executive Committee responsible for that? There is absolutely no relation whatsoever between your action and its motive. I can't even for a minute assume that all the members of the Jewish group could have approved of such a disruptive act. I don't know Comrade Foucs and I cannot judge his motives. But Comrade Felix, in this case, has remained true to his past.

3. The situation becomes even more complicated by the fact that you recall Felix and Foucs not in the name of any fraction, or any local organisation, but in the name of a *national* group. You thereby transform the League into a federation of national groups. This is the structure the Bund attempted to introduce into the Russian party. As far back as 1903, not only the Bolsheviks but even the Mensheviks considered such an arrangement incompatible with the fundamentals of revolutionary-proletarian organisation. You are introducing Bundism into the ranks of the Left Opposition. The Left Opposition would only be preparing its own destruction if it were to tolerate such a state of affairs for even a day.

80 . Texte manuscrit , archives de l'IISG, Amsterdam.

81 . Il s'agit du Congrès national.

4. By creating such a Jewish factional organisation, by separating it in this way from the League, by opposing it to the League, Comrades Mill and Felix are attempting to dictate to the League. At the same time Comrade Felix has misled the Jewish group by greatly exaggerating the differences, by seeking artificial pretexts for differences, by making a caricature of the differences. Because of their sterile and scholastic character, these discussions have not been able to contribute anything to the League in an ideological sense. In a political sense, they paralysed the League by repelling the French workers. In this manner the Jewish group, instead of being an instrument to attract Jewish workers, has become, thanks to its present leaders, an instrument for the repulsion of French workers

5. You state that my evaluation of the leaders of the Jewish group (Mill and Felix), that they sabotage the League and lead the Jewish group to its destruction, is based on one-sided and false information given by Comrade Molinier. This again shows how light-mindedly your leaders make unfounded accusations. To evaluate information, to understand what information should or should not be believed, to show prudence about information furnished in the course of internal conflicts all these rules and essentials are elementary, the ABC of healthy political thinking. To accuse anyone of forming an opinion on the basis of one-sided and false information actually amounts to a charge of political bankruptcy. We understand things differently, you and I, as to what the Left Opposition is, as to what a revolutionary organisation should be, etc. But why mix into this the question of false information by anyone? It is not so long ago that Comrade Mill explained the utter impermissibility of this argument to Naville. My circular letter condemning the policy of the present leadership of the Jewish group was written before I had any discussion at all with Comrade Molinier.

6. What finally determined my evaluation of the present leadership of the Jewish group? It was your letter to Rosmer. I consider this document perfectly scandalous; and, through the mistakes of the leadership, it seriously compromises the group.
The struggle against Landau, Naville, and Rosmer has up to now been the most important and significant event in the internal life of the International Left Opposition, which in this manner purged itself of alien elements. This struggle has led to splits, amputations, and desertions. In the process of your struggle against the new leadership of the League, you suddenly declared your solidarity with Rosmer. That shows that the leaders of your group have understood nothing at all of the preceding struggle, or, what is worse, that they in general are incapable of really taking principled differences seriously. From the point of view of ideological loyalty and revolutionary discipline, the letter to Rosmer was a direct act of treachery. It's understandable that several Jewish workers might be led into error; but the leaders of this affair knew what they were doing. For my part, I withhold any confidence in people who impose such a perfidious act on the Jewish group as an attempt of a bloc with deserters against the International Left Opposition.

7. You accuse me of not having taken a position on your differences with Comrade Treint and others on the question of the "faction," "party," etc. I have arrived at my opinion not through isolated incidents in the constant internal struggle, but on the experience of the last two to three years as a whole. Of what political importance can the views of Comrades Felix and Mill be on the question of a faction, if within the faction to which I belong they, without giving it a second thought, are turning somersaults into the Rosmer-Landau faction? What if Felix and Mill do subscribe even today to the very best definition of a faction? All this in my eyes is only empty talk. By attempting to transform the League into a federation of independent national groups, Mill and Felix are rejecting the meaning of a revolutionary faction. What importance therefore can their exercises around the word "faction" have in my estimation? Our ideological struggle does not have a character all of its own but is an instrument of action and of control by means of action. I keep in mind the activity of Felix and Mill as a whole and the new episode in the discussion cannot change my judgement.

8. Paz, as is well known, subscribed 100 percent to all the formulas, which he considered to be Bolshevik-Leninist. When some futile differences arose between himself and Delfosse, he demanded that I pronounce myself immediately on those differences. And I demanded that the Paz group goes over from bombast to serious work and refused to occupy myself with the differences, which had no actual relationship to genuine work. The Paz group condemned me for this, probably believing that I did not sufficiently understand the depth and importance of the differences that arose within it.

In that discussion Comrade Felix was with Paz against me. As soon as it became clear to Paz that I would not support him, he immediately discovered principled differences between himself and the Russian Opposition; it seems that Rakovsky did not quite reach the revolutionary magnitude of Paz. Felix and Mill are only imitating Paz by demanding of me that I occupy myself with their verbal rubbish instead of judging their activity as a whole.

9. If you are interested in the real source of my information, I will not conceal it from you. My principal informer all this time has been Comrade Mill. I have exchanged dozens upon dozens of letters with him. My conclusion regarding the policy of Mill I have drawn especially on the basis of his own letters. In these letters not a little has been said about Comrade Felix. But in this case I would not for the world have trusted to the impartiality of Comrade Mill. I attempted to judge Comrade Felix by his own actions; his support of Paz against La *Vérité*, his discussion articles in *Vérité*, his role in the attempt of a bloc with Rosmer, his letter to the Greek Opposition - all this sufficed for me. Add to this the minutes of the Executive Committee and the internal bulletins of the League. The present departure of Comrade Felix from the Executive Committee as a sort of parliamentary game completes the picture.

10. You propose the creation of an international control commission to examine my "accusations." In this regard I can only express my astonishment. On my part it is a question of a political evaluation of the methods and measures by Comrades Mill and Felix. My evaluation may be correct or incorrect, but what can a control commission do about it?
When certain former and present members of the League made use of personal insinuations against their opponents in the course of their political struggles, I proposed that a contro1 commission be created. But nevertheless none of the
accusers dared to make a formal accusation. In this way the accusers definitively disqualified themselves, showing that they directed not by revolutionary zeal but by lack of scruples, typical of the impotent petty bourgeoisie. In such a case, a commission is entirely in place in order to clear the atmosphere. But in our case it is not a matter of accusations of a moral character. Nor can a commission make a judgement on the correctness or incorrectness of a political evaluation; the entire membership of the organisation, not a special control commission, must declare itself.

11. Your declaration says that I condemn the activity of the Jewish group as a whole. That's not true. Insofar as the members of your group under the leadership of the League are conducting propaganda work among the Jewish workers, are spreading the ideas of Bolshevism among them. I certainly can only salute their work and aid them as I have aided them in the past, according to my resources, from the first period of the group's existence to the time it was drawn onto the unprincipled path of petty-bourgeois politics by Felix and Mill. Precisely now, when the crisis strikes the foreign workers in France above all others, when the Socialist Party betrays them completely and the Communist Party in part (see the vote of the parliamentary fraction), the Left Opposition can and must develop energetic work among the foreign workers, including the Jewish workers. But for that the Jewish group must cease to be a national Jewish faction within the League and become the organ of the League

for propaganda in the Jewish language. What must be done for this? The Jewish group must be freed from the leadership of Felix and Mill, who can bring it nothing but harm.

With communist greetings, L. Trotsky

Résolution présentée par la C.E. de la Fraction de la Gauche italienne au Conseil National de la Ligue Communiste Française.

Nous publions, ci dessous, la résolution de la Fraction italienne (Bulletin d'Information ([82]) numéro 1, août 1931) écrite pour la Conférence de la Ligue qui allait se dérouler les mois suivants. La tenue de cette Conférence avait fait naître un immense espoir parmi les Oppositionnels en France. Le groupe oppositionnel connu sous le nom du Redressement communiste a demandé son adhésion, la Gauche communiste connue sous le nom de son journal Le Communiste arrête la publication de sa presse dans l'attente d'une possible réintégration. L'on sait ce qui l'est advenu de la Ligue communiste.

Il est intéressant que noter que la gauche italienne porte le même jugement que la tendance Treint-Marc sur les problèmes de la vie interne de la Ligue ainsi que sur les questions politiques comme :
- ***la question du Parti communiste, du deuxième partie et du rôle d'une fraction***
- ***et sur la question syndicale.***

Il existe donc une convergence politique certaine entre la Gauche communiste italienne et la tendance Treint-Marc.

****

I - L'analyse communiste des problèmes de l'organisation politique du prolétariat doit établir, en premier lieu, si la crise provient des difficultés inhérentes à la résolution des nouvelles questions politiques que la situation a fait surgir ou bien si cette crise prouve l'incapacité de l'organisation à faire face aux tâches qu'elle s'était assignées, ce qui détermine sa désagrégation.
Dans le premier cas, il s'agit d'élaborer la tactique qui correspond aux principes qui régissent l'organisation ; ce qui se manifeste par les résolutions qui expriment la capacité et la conscience des militants.
Dans le 2ème cas, il s'agit de ré-analyser les conditions politiques et organisatoires dans lesquelles fut fondé cet organisme, pour fixer les erreurs d'origine. Ceci s'applique à celles des organisations où une lutte intérieure n'a pas porté au succès un courant nettement adversaire des positions politiques sur lesquelles l'organisme s'était fondé, ce qui est le cas pour la Ligue Communiste.

II - En août I929, la Ligue Communiste fondait son hebdomadaire et s'assignait comme but celui de la formation de l'opposition de gauche en France. A cette époque, l'épanouissement de cette opposition devait presque exclusivement dépendre des mouvements de la lutte de classes. Sans aucune tradition, se rappelant à la lutte de l'opposition russe, un bloc hétérogène allait se constituer et proclamer un statut basé sur les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale. La notion du contact avec les mouvements de classe était certainement juste, mais insuffisante ; il fallait aborder ces mouvements avec une série de notions fondamentales permettant d'orienter l'organisation et le prolétariat vers le cours et le développement de ces mouvements. Ces notions, en l'occurrence, ne pouvaient ressortir que de l'analyse des problèmes de la crise du parti communiste en France et des expériences négatives des groupes oppositionnels qui avaient précédé la Ligue. L'ensemble de ces notions ne pouvait consister que dans l'élaboration d'une plateforme. Cet objectif immédiat que la Ligue aurait dû s'assigner, aurait permis la formation d'un groupe homogène sur la base de l'éclaircissement des problèmes extrêmement compliqués de la crise communiste. Au lieu de ce travail principal nous avons eu le rattachement formel aux quatre premiers congrès de l'Internationale, et à l'opposition russe. Puisque ces quatre congrès n'avaient pas pu résoudre les problèmes de tactique d'un point de vue communiste et définitif, alors que leurs résolutions devaient concourir aussi à la crise qui se développait ensuite, il était inévitable qu'une telle base ne pouvait assurer la vie d'une opposition qui devait avoir dans son programme le réexamen de ces résolutions également.

III - Tandis que le bloc hétérogène allait donner vie à la Ligue, les circonstances internationales devaient lui donner l'appui total du camarade Trotski. Ces circonstances n'ont nullement aiguillé le sens de responsabilité des dirigeants de la Ligue, lesquels se sont contentés de vivre en parasites de la production politique du camarade Trotski.
En même temps, l'aggravation de la crise dans le parti communiste devait créer des conditions favorables pour la formation d'une opposition de gauche. La bureaucratie du parti faisait face à cette nouvelle situation par la politique de la troisième période qui voulait contenir dans son sein toutes les réactions prolétariennes contre la politique de droite.
Le tournant successif se vérifiait lors de l'ouverture de la crise économique, ce qui mettait la Ligue devant la nécessité d'aborder directement les mouvements de classe.

82 . La Gauche italienne a fait un immense effort politique en publication en français ce ***Bulletin d'information*** (le texte est difficile à lire, il est rédigé par des italiens. Nous avons rajouter des mots entre parenthèses pour permettre une meilleure lecture). Il sera diffusé au cours des années 1931-1932 pour faire connaître ses positions politiques auprès des Oppositionnels et comme contribution aux débats au sein de l'Opposition de Gauche Internationale.

IV - Les positions politiques les plus importantes de la Ligue ont été les suivantes : "redressement du parti", "unité syndicale à l'intérieur de la C.G.T. U.", dont une devait âtre en contradiction avec l'autre.
La politique du redressement du parti a totalement submergé la notion de la nécessité de la fraction à tel point qu'un courant s'était formé dans la ligue dans le sens de l'appui à la nouvelle politique du parti, laquelle était surtout l'expédient politique dont la bureaucratie faisait usage pour se maintenir à la direction du parti.
La politique de l'unité syndicale à l'intérieur de la CGTU a contrevenu aux résolutions des premiers congrès de l'Internationale, ces mêmes congrès qui avaient été mis comme conditions statutaires.
D'autre part, la politique du redressement du Parti se heurtait directement à l'autre politique contraire, parce qu'elle conduisait à la constitution d'une opposition syndicale rattachée à la ligue en dehors et contre l'organisation du parti.

Enfin, dans la constitution de cette opposition unitaire, la ligue devait répéter les fautes fondamentales que l'opposition avait reprochées au Comité anglo-russe; la ligue renonçait à tout contrôle, et même à la constitution de ses fractions syndicales.

V - La crise économique, la crise communiste, au lieu de renforcer l'opposition, et par l'incapacité de la Ligue, a donné naissance à un nouveau courant syndicaliste, qui menace de répéter les expériences de l'ancien syndicalisme.
La position communiste dans la question syndicale a une importance particulière en France, parce qu'elle résume les problèmes essentiels de la lutte de classes, de la désorganisation et de l'éparpillement du mouvement prolétarien. Le fait que la ligue ait donné les solutions les plus contradictoires et qu'aujourd'hui encore elle ne soit pas parvenue à y donner une résolution communiste, explique le développement du courant syndicaliste.

VI - Les problèmes de la vie intérieure de la Ligue n'ont fait que compliquer la confusion politique. Les différentes manœuvres s'identifiant avec l'aventurisme politique nous ont portés à la situation actuelle d'exaspération de tous les dissentiments politiques (et) de lutte personnelle, alors que les démissions proviennent justement des milieux les plus rattachés au mouvement syndical, et la direction est arrachée par éléments irresponsables.
A l'intérieur du Bureau International de l'Opposition, une série de manœuvres parallèles devait s'accomplir jusqu'à ce que le Secrétariat International qui n'aurait dû avoir que des fonctions techniques et remettre (en discussion) la question même de sa constitution à la Conférence Internationale, en est arrivé à donner toute l'aide à ces éléments qui devaient porter la totale désagrégation de la Ligue. Lors de la mainmise sur la direction de la Ligue, ces éléments devaient proclamer qu'ils auraient dirigé politiquement, pas seulement la Ligue, mais la discussion elle-même. Ce qui revenait à dire que les méthodes de la bureaucratie centriste s'appliquant sur une superficie beaucoup plus réduite, devaient mener à l'exacerbation extrême des rapports personnels.

VII - A l'heure actuelle, l'expérience vécue rend d'autant plus juste la position de la fraction de la gauche italienne qui assignait comme but immédiat la formation d'une plateforme. La conférence actuelle doit se préoccuper de rétablir les conditions organisatoires permettant un tel travail politique. Dans ce but, il faudra prendre toutes les mesures pratiques qui pourront reconstituer une atmosphère de cordialité pouvant ramener (à la Ligue) les démissionnaires et les militants qui se sont éloignés de la Ligue.
La première mesure consiste dans la nomination d'un Comité provisoire chargé de préparer un congrès national pour l'élaboration d'une plateforme. Dans ce Comité, il faudra faire place à toutes les tendances, et ce comité devra imposer au Secrétariat Administratif International de s'en tenir aux fonctions techniques pour lesquelles il avait été constitué, afin de permettre l'aide de toutes les sections nationales à la Ligue Communiste.
Si un tel comité devait être constitué, et avec les tâches ci-dessus indiquées, la C.E. de la fraction de la gauche italienne proposerait à la fraction d'y déléguer un de ses représentants.

VIII - Pour ce qui concerne le travail politique de ce Comité provisoire, la Conférence élaborera une résolution permettant la coexistence des différentes tendances et qui se base sur les conceptions principales suivantes.
I . Pour les rapports envers le Parti, la Ligue mettra en toute première évidence la fraction de gauche comme noyau fondamental de la refonte totale du Parti.
2 . Pour la question syndicale, la position de lutte pour l'unification syndicale doit se réaliser sur la base d'un programme de revendications ouvrières en face de la crise économique aboutissant à un Congrès d'unification qui garantisse le droit aux fractions à l'intérieur du syndicat, qui ne doit être lié organiquement à aucun parti. D'autre part, la Ligue doit garder sa pleine indépendance en face de tous les courants qui se manifestent à l'intérieur des syndicats où elle ne doit entrer même pas dans le but d'y créer des fractions et envers lesquels seule est concevable une tactique de front unique. Ces courants sont des embryons de parti, la plupart des fois orientés vers les positions de dégénérescence du syndicalisme.
3 . Pour les questions intérieures de la vie de la Ligue, le principe de la démocratie devra être, pour le moment, intégralement appliqué en attendant que l'élaboration de la plateforme permette d'appliquer le principe du centralisme démocratique basé sur la responsabilité des organes dirigeants de l'organisation.
4 . Pour les rapports internationaux, imposer au Secrétariat Administratif de s'en tenir aux simples fonctions techniques de liaisons entre les sections nationales, dans l'attente de la convocation de la Conférence Internationale. (les phrases soulignées sont de la gauche italienne elle-même.)

Bibliographie

Livres généraux sur l'histoire du mouvement ouvrier

Jean-Louis Panné, *Boris Souvarine*, Robert Laffont.

Christian Gras, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Maspéro..

Pierre Broué, *Le Parti bolchevique*, Editions de Minuit..

Pierre Broué, *Trotski*, Fayard.

Pierre Broué, *L'histoire de l'IC***,** Fayard.

Pierre Frank, *Histoire de l'Internationale communiste*, Ed. La Brèche.

Aurélien Durr, mémoire de DEA, *Albert Treint – biographie politique (1914-1940)* Université Paris XIII – juin 2001.

Pierre Boichu, Mémoire de maîtrise, *Recherche sur les exclusions dans le parti communiste français entre 1924 et 1928***.**

Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du PCF*, Fayard.

Jean Rabaut, *Tout est possible !*, Denoël, Paris, 1974

Revues des années 1920-30.

Bulletin communiste, 1924 à 1933

Révolution Prolétarienne, 1925 à 1928

Cahiers Communistes,1922

*La Correspondance internationale***,** (les numéros de l'époque de la bolchevisation).

Cahiers du bolchevisme, 1924 à 1926 (existe jusqu'en 1951).

Contre-courant, 1927 à 1929.

La lutte de classes, 1930 - 1933

La Vérité, 1930 - 1933

Le Redressement communiste, 1928 - 1930

L'Etincelle, 1932

Le Communiste, 1931 - 1933

La Bataille ouvrière, 1933

Revues et journaux ultérieurs.

Bilan, 1934 à 1938.

Internationalisme, 1945 à 1952

Archives et Documents de L'IC.

Procès verbal du CE de la Ligue Communiste 1931 –1932 , Archives d'Amsterdam

Archives Monatte présentées par Jean Maîtron et Colette Chambelland, Maspéro.

Archives Humbert-Droz.

Livres et documents

Léon Trotski**,** *De la révolution*, Editions de minuit.

Léon Trotski**,** *Le mouvement communiste en France*, Minuit, Paris, 1967

Léon Trotski, Oeuvres, Institut Léon Trotski

La question chinoise dans l'IC (1926-27), EDI, Paris, 1976

Marcel Body, *Un ouvrier limousin dans la révolution russe*, Spartacus.

G. Vereeken, *La Guépéou dans le mouvement trotskiste*, La pensée universelle, Paris, 1975

Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskiste en France*, éditions Syros, Paris, 1972

Les cahiers Léon Trotski, Institut Léon Trotski.

Léon Trotski, Writings, Pathfinder Press, New York.

Damien Durand, *Opposants à Staline, L'Opposition de gauche internationale et Trotski* (1929-1930), La pensée sauvage, Aubenas, 1988.

La gauche italienne.

*Contribution à une histoire de la Gauche communiste d'Italie***,** publication du CCI.

Contribution à une histoire de la Gauche communiste germano-hollandaise, publication du CCI.

*Contribution à une histoire de la Gauche communiste en France***,** publication du CCI, 2001.

La dégénérescence de l'IC : le cas du parti communiste français (1924-1927), Fraction interne du CCI, février 2003.

Imprimerie spéciale 6 euros. (+ 1,5 euros de frais de port)